

OUVERTURE DE BANQUES ALGÉRIENNES EN MAURITANIE ET SÉNÉGAL

L'Algérie veut conquérir le marché africain

Longtemps revendiquée par les opérateurs économiques, l'ouverture de banques algériennes à l'étranger devient désormais une réalité. Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, accompagné du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a procédé à l'inauguration dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, de la première banque algérienne à l'étranger. P 3



PROJET DE LA LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-TINDOUF **L'ANESRIF entame le processus de préparation technique**

Le processus de préparation technique en prévision du lancement des travaux de réalisation du premier tronçon de 200 km du projet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf pour le transport du minerai de fer de Gara Djebilet (Tindouf) vient d'être entamé sous la direction de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), principal maître d'ouvrage, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya de Bechar.

P 2

78E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (AG) DE L'ONU

Le Président Tebboune plaide pour un monde plus juste



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a plaidé, mardi depuis New York, pour un nouvel ordre mondial assurant l'égalité et la coopération entre nations, formant le vœu de voir un monde où règnent sécurité, prospérité et essor pour les populations du monde sous la bannière de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

P 4

USA

Les stocks de pétrole repartent à la baisse

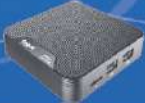
Les stocks de pétrole brut ont diminué la semaine dernière aux Etats-Unis, tout comme ceux d'essence et de distillats, a annoncé mercredi l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Après leur rebond de la semaine précédente, les stocks de brut se sont contractés de 2,1 millions de barils à 418,5 millions lors de la semaine du 15 septembre.

P 5



Géant

ELECTRONIC



Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جيون

AIN DEFLA

Vers l'augmentation de la superficie céréalière à 100.000 hectares

La wilaya d'Ain Defla ambitionne d'augmenter la superficie destinée à la culture céréalière pour atteindre les 100.000 hectares dans les années à venir, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des services agricoles (DSA). La superficie céréalière cultivée chaque année à Ain Defla varie entre 72.000 à 73.000 hectares répartie sur plusieurs communes, a indiqué à l'APS, le chef de service de l'inspection phytosanitaire à la DSA, Haoues Benyoucef, soulignant que cette superficie va être augmentée de près de 30% pour atteindre les 100.000 ha dans les prochaines années. Pour concrétiser cet objectif, un programme de sensibilisation au profit des céréaliculteurs "disposant des moyens d'irrigation et ayant les capacités d'augmenter la superficie destinée à cette culture stratégique" a été tracé par les services agricoles, a ajouté M. Haoues. Le chef de service a fait savoir que des céréaliculteurs qui ont déjà réalisé un rendement de plus de 50 quintaux à l'hectare dans la filière céréalière ces dernières années se disent "favorables" à mettre en œuvre leurs moyens pour l'extension de la superficie réservée à la culture de céréales. Il a indiqué que l'implication des professionnels de la filière dans cette démarche permettra d'atteindre l'objectif des 100.000 hectares. Dans l'optique de développer la filière céréalière dans la wilaya, le même responsable a tenu à réitérer la volonté et la disponibilité des services agricoles à accompagner les céréaliculteurs pour "la maîtrise des itinéraires techniques dans le but de réaliser un rendement avoisinant ou dépassant les 50 qx/ha". M. Haouès a rappelé également que l'Etat a mis tous les moyens nécessaires pour aider les céréaliculteurs à travers plusieurs dispositifs à l'instar des "crédits Rfig et Ettahadi (de la BADR), en plus de la subvention pour l'acquisition des engrais, de la semence et les kits d'irrigation d'appoint". Par ailleurs, plusieurs projets ont été lancés à Ain Defla dans le cadre du programme national de renforcement des capacités de stockage des céréales, lancé en juillet dernier par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Il s'agit, notamment, d'un silo d'une capacité de stockage d'un (01) million de quintaux à Boumedfaa et un autre de 200.000 qx à El Attaf, ainsi et des complexes de stockages de 50.000 qx, a-t-on souligné auprès de la

DSA.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen d'un avant-projet de la déclaration de politique générale

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mardi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un avant-projet de déclaration de politique générale qui sera présentée prochainement au Parlement et à la présentation de deux projets de décrets exécutifs intervenant en application des dispositions de la loi relative à l'exercice du droit syndical, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Par R E.

Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a entamé ses travaux par l'examen d'un avant-projet de déclaration de politique générale qui sera présentée au Parlement conformément aux dispositions de la Constitution. Le document en question intègre les données inhérentes à la concrétisation des actions engagées par les différents secteurs ainsi que le bilan d'étape des réalisations du Gouvernement pour l'année écoulée, indique la même source.

Dans le domaine du travail, le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a présenté deux (2) projets de décrets exécutifs intervenant en application des dispositions de la loi n 23-02 du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical. Il s'agit d'un projet de décret exécutif relatif à la représentativité syndicale et aux statistiques syndicales et d'un projet de décret exécutif fixant les règles relatives au détachement syndical et aux modalités du bénéfice du congé de formation syndicale dans les institutions et administrations publiques.

Ces deux textes visent à assurer de meilleures conditions pour l'exercice du droit syndical qui soit en phase avec les objectifs économiques du pays, en harmonisant, notamment, les paramètres de la représentativité syndicale qui constitue la principale condition pour l'exercice du droit syndical et pour participer au dialogue et à la concertation sociales. Ces nouvelles dispositions contribueront amplement à l'assainissement du paysage syndical national et à l'émergence de vraies forces du dialogue social constructif".

PROJET DE LA LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-TINDOUF

L'ANESRIF entame le processus de préparation technique

Le processus de préparation technique en prévision du lancement des travaux de réalisation du premier tronçon de 200 km du projet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf pour le transport du minerai de fer de Gara Djebilet (Tindouf) vient d'être entamé sous la direction de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), principal maître d'ouvrage, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya de Bechar. Le processus de préparation technique pour le lancement des travaux de la première phase du chantier de concrétisation de cette future voie ferrée de 1.000 km, a été entamé récemment sur le terrain par plusieurs

entreprises publiques concernées par sa réalisation, sous la supervision de l'ANESRIF, avait-on annoncé lors d'une récente visite des autorités locales in situ. Le wali de Bechar, Mohamed Saïd Benkamoun a, à cette occasion, appelé tant le maître d'ouvrage que les entreprises réalisatrices à accélérer le rythme d'installation des différents équipements techniques et installations nécessaires avant le lancement officiel des travaux. Au cours de cette visite, le chef de l'exécutif local, accompagné des responsables de l'ANESRIF et des entreprises intervenant dans ce projet, a inspecté les chantiers et sites de mise en place des ateliers et autres servitudes, notamment les bases de

vie prévues tout au long du tracé de cette première phase des travaux de ce projet, retenu par les pouvoirs publics au titre de l'exploitation du gisement de fer de Gara-Djebilet, dans le cadre d'un accord de partenariat entre la Société Nationale du Fer et de l'Acier, FERAAL, et le consortium chinois (CMH). Selon des données fournies auparavant par des responsables de l'ANESRIF, cette première section du projet sera raccordée à une vingtaine d'ouvrages d'art, dont un pont de 9 km et une gare au chef-lieu de la commune d'Abadla (88 km au sud de Bechar). Le réseau disposera aussi d'une bretelle de 30 km qui reliera le futur complexe sidérurgique de Bechar à la ligne ferro-

viaire Bechar-Oran pour permettre l'acheminement des productions de ce complexe vers le port d'Arzew (Oran), a-t-on fait savoir. Pour un coût d'un (1) milliard de dollars US, ce complexe industriel sera lancé en travaux, avant fin 2023, comme l'avait annoncé, juin dernier, le Président-directeur -général (P-dg), du groupe minier public Manajim El Djazair (MANAL), Mohamed Sakhr Harami, lors d'une visite de travail d'une délégation de responsables et experts du secteur de l'énergie et des mines dans la wilaya. S'agissant de son impact social, ce projet d'envergure permettra de générer un millier d'emplois directs, a souligné la même source.

B-IMTIYAZ

Des étudiants Algériens en Irlande

A travers l'initiative B-Imtiyaz, 4 étudiants algériens visitent l'une des plus grandes usines biopharmaceutiques intégrées au monde, à

savoir que l'Usine Pfizer de Grange Castle à Dublin – Irlande. B-Imtiyaz : un programme initié en collaboration entre le ministère de l'Enseigne-

ment supérieur et la Recherche scientifique et les laboratoires Pfizer en Algérie. B-IMTIYAZ qui signifie « excellence en biotechnologie », offre une oppor-

tunité unique à un groupe d'étudiants en pharmacie et en biotechnologie, de recevoir une formation en industrie pharmaceutique et en biotechnologie.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

OUVERTURE DE BANQUES ALGÉRIENNES EN MAURITANIE ET SÉNÉGAL

L'Algérie veut conquérir le marché africain

Longtemps revendiquée par les opérateurs économiques, l'ouverture de banques algériennes à l'étranger devient désormais une réalité. Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, accompagné du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a procédé à l'inauguration dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, de la première banque algérienne à l'étranger.

Par Sirine R

Il s'agit de l'«Algerian Union Bank» (AUB), qui est le fruit d'un partenariat entre quatre banques publiques algériennes: le Crédit populaire d'Algérie (CPA, avec 40% du capital), la Banque extérieure d'Algérie (BEA, 20%), la Banque nationale d'Algérie (BNA, 20%) et la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR, 20%) avec un capital total de 50 millions de dollars. Une deuxième banque d'un capital de 100 millions de dollars, l'Algerian Bank of Senegal» sera inaugurée aujourd'hui jeudi à Dakar (le Sénégal). Cette démarche vise à faciliter l'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays africains. Selon le ministère des Finances, cette inauguration intervient «en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant l'ouverture vers les autres pays du continent africain et la contribution à leur développement et leur relance par la généralisation de banques algériennes à l'étranger et l'ouverture de foires permanentes, visant à promouvoir les produits et les services algériens». Il a assuré que cette institution bancaire constituera un acteur de taille dans le processus de promotion des échanges commerciaux entre les deux pays et l'accompagnement des investissements directs à venir en Mauritanie. Le ministre a ajouté, que cette nouvelle banque «jouissant d'un savoir-faire bancaire avéré et d'une infrastructure moderne lui permettant de répondre aux attentes des opérateurs des deux pays», reflète «la volonté de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de s'ouvrir de plus en plus aux autres pays du continent africain et de contribuer activement à son développement et à son épanouissement». En somme, cet établissement bancaire jouera un rôle «vital dans le développement en Mauritanie, ainsi que dans la promotion du commerce intra-régional et l'accompagnement des investissements». Dans un communiqué, le CPA a fait savoir que l'inauguration de cette banque dans la capitale mauritanienne s'inscrit «dans la stratégie du gouvernement visant le renforcement de la présence des institutions financières algériennes à l'étranger, notamment en Afrique». «En plus de son importance géostratégique pour l'Algérie, cette filiale intervient dans le cadre de la facilitation des opérations

d'échanges commerciaux, notamment les opérations d'export et d'import des opérateurs et des investisseurs algériens surtout avec l'avènement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), permettant d'apporter une nouvelle dynamique contribuant au renforcement de l'économie locale et à la création de la richesse afin de consacrer le principe de bénéfice et de réussite mutuels», souligne le communiqué du CPA. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de l'AUB, Merouane Aliane, a indiqué que la mission de cette banque consiste à «accompagner les opérateurs algériens pour l'export de leurs produits vers la Mauritanie et les pays d'Afrique de l'Ouest mais aussi accompagner les opérateurs mauritaniens dans les projets de partenariat avec leurs homologues algériens. Cela doit permettre aussi aux investisseurs algériens de participer aux plateformes dédiées aux projets en Mauritanie». Maintenant, tous les mécanismes sont réunis pour impulser la coopération économique bilatérale, d'autant que les zones franches qui vont être créées vont s'étendre vers plusieurs pays africains, et pourraient servir de plateforme logistique pour la commercialisation des marchandises. Il s'agit aussi de favoriser la compétitivité des produits algériens et l'investissement, de manière à investir le marché de l'Afrique de l'Ouest. À cela viennent s'ajouter, bien sûr, l'intégration économique et les importantes potentialités existantes en matière de coopération bilatérale, dans de nombreux domaines. La balle est désormais dans le camp des opérateurs économiques qui sont appelés à augmenter leurs investissements et productions afin d'aller à la conquête des parts sur le marché africain. Ils devraient saisir les atouts de la proximité géographique et la compétitive du produit algérien pour s'y imposer sur un marché courtisé par les grandes puissances. En somme, la présence d'Agences bancaires du capital algérien est un gage de garantie en plus

pour les opérateurs. Longtemps réclamée par les opérateurs économiques, l'ouverture de banques algériennes à l'étranger va permettre d'accompagner les entreprises désirant s'internationaliser. A noter que la délégation ministérielle algérienne est arrivée dans la capitale mauritanienne mardi soir. La délégation a été reçue par les ministres mauritaniens des Finances et du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du tourisme ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie. Juste après l'inauguration de l'AUB, il a été procédé à l'inauguration d'un showroom permanent des produits algériens à Nouakchott, sous le nom "Tasdir", avant l'ouverture des travaux de la 6e session du Conseil d'Affaires algéro-mauritanien, en présence des ministres du Commerce des deux pays. Des rencontres bilatérales sont également prévues pour M. Faïd et M. Zitouni avec leurs homologues et avec de hauts responsables mauritaniens. Cette visite constitue aussi une occasion pour les deux ministres de discuter de nouvelles opportunités de partenariat entre l'Algérie et le Sénégal et d'élargir la coopération dans plusieurs secteurs. Elle intervient, selon le ministre, dans le cadre de «l'engagement du gouvernement pour renforcer la coopération avec les pays voisins et renforcer les liens bilatéraux solides», ajoutant que cela traduit «le dévouement dans la réalisation du développement durable et le renforcement de la stabilité économique dans la région». De plus, cela doit permettre, selon le ministère des Finances, «d'ancrer des relations de coopération au bénéfice mutuel au profit des deux parties, l'algérienne et la mauritanienne et l'algérienne et la sénégalaise dans les secteurs économique, financier et commercial, ainsi que de promouvoir les échanges commerciaux et le soutien à l'investissement dans divers secteurs, en plus du renforcement des expertises communes».

APN

Une plénière jeudi consacrée aux questions orales concernant quatre secteurs

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, jeudi à partir de 9h00, une plénière consacrée aux questions orales (18 questions) adressées à quatre ministres, indique, mercredi, un communiqué de l'APN. Il s'agit de "cinq questions adressées

au ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, cinq au ministre de la Jeunesse et des Sports, quatre au ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et quatre au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale", précise la même source.

COMMERCE

Ouverture d'une exposition permanente des produits algériens à Nouakchott

Une exposition permanente des produits algériens, relevant de la Société algérienne des foires et exportations (Safex), a été ouverte hier mercredi à Nouakchott dans le but de promouvoir les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie et les autres pays africains, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'espace a été inauguré par les ministres du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni et des Finances, Laaziz Faïd, et des ministres mauritaniens des Finances, Islamou

Ould Mohamed Mabadi, du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, Lamrabet Ould Banahi, du Gouverneur de la Banque centrale mauritanienne, Mohamed Lemine Dhehby, du président de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM), Mohamed Zine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Mohamed Ben Attou. L'exposition de plus de 4000 m2 de superficie englobe 59 exposants, dont 50 entreprises privées activant dans divers secteurs comme l'agriculture, l'industrie, la mécanique, les

matériaux de construction et les produits pharmaceutiques. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de la Safex, Karim Boukadoum, a indiqué qu'une "équipe de spécialistes en marketing a été formée pour veiller à présenter le produit algérien exposé et à en faire la promotion auprès des sociétés et des opérateurs mauritaniens". L'équipe en charge de la gestion de l'exposition œuvrera à accompagner les opérateurs économiques algériens dans l'exportation de leurs produits vers la Mauritanie et le développement des échanges avec les autres pays africains, a

ajouté le DG de la Safex, soulignant que cet espace permanent permettra d'opérer "un bond qualitatif au niveau de la présence des produits algériens sur les marchés mauritaniens et des pays voisins". Une autre exposition permanente des produits algériens sera également inaugurée aujourd'hui jeudi à Dakar. Ces espaces constitueront une "plateforme idoine pour présenter les produits et services algériens et renforcer le commerce intérieur et extérieur", indique le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. R.E.

KAMEL BADDARI À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DU SPORT UNIVERSITAIRE

«Faire de l'université un vivier de préparation des athlètes d'élite»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, ce mercredi à Alger, que son secteur misait sur l'université pour devenir « un vivier » de formation et de préparation des athlètes d'élite pouvant représenter l'Algérie dans diverses compétitions et championnats. Supervisant, en compagnie du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, la cérémonie du coup d'envoi du premier championnat national des sports universitaires à l'Institut de l'Education physique et sportive de l'Université d'Alger 3, M. Baddari a mis en exergue les efforts de son secteur visant à faire de l'université « une source de richesses dans le domaine de la compétition sportive et un vivier pour la formation et la préparation des athlètes d'élite qualifiés à représenter l'Algérie dans diverses compétitions et championnats ». Le ministre a, également, souligné que ce championnat « vise à évaluer la capacité de l'université à mobiliser et préparer ses athlètes à devenir des élites capables de donner une bonne image de l'Algérie, et à mettre en évidence le rôle sociologique du sport universitaire à travers l'organisation de différentes compétitions ». Le lancement de ce championnat coïncidant avec la célébration de la Journée internationale du sport universitaire le 20 septembre de chaque année, s'inscrit dans « la mise en œuvre de l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à faire du sport universitaire un moteur pour les athlètes portant fièrement les couleurs de l'Algérie dans diverses compétitions sportives, et des conclusions du Conseil des ministres du 16 avril 2023 », a-t-il ajouté.

QUALITÉ DE MEMBRE NON PERMANENT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ
L'Algérie consciente de la responsabilité dont elle est investie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi depuis New York, que l'Algérie qui s'apprête à occuper son siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU "est pleinement consciente de la responsabilité dont elle est investie", eu égard aux défis qui se posent à la communauté internationale, en ce sens qu'elle "mettra à profit sa riche expérience en matière de médiation et de promotion du règlement pacifique des conflits". "L'heure est à la réflexion sur les moyens de promotion des valeurs et principes de la Charte des Nations unies, de consolidation de nos engagements collectifs et d'ancrage de fondements solides, à même de renforcer la coopération mondiale autour des questions majeures", dans le but de "consacrer la paix et la sécurité internationales, mais également le développement durable dans un monde multipolaire", a indiqué le président de la République dans son allocution lors des travaux de la 78e session de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU. L'occasion était pour le Président Tebboune d'adresser ses remerciements aux 184 pays qui ont voté en faveur de l'Algérie, soulignant que "l'Algérie sera à la hauteur de cette confiance durant son mandat en Conseil de sécurité". L'Algérie "veillera à cristalliser cette confiance en étroite collaboration avec tous les Etats membres du Conseil de sécurité et au sein de l'ONU", a-t-il soutenu. L'Algérie mettra à disposition "sa riche expérience en matière de médiation et de promotion du règlement pacifique des conflits", a poursuivi le président de la République, soulignant que "l'Algérie, mue par cet esprit, rejoindra le Conseil de sécurité, porteuse d'espoirs des peuples africains et arabes", sans cesser de prôner "l'approche basée sur des solutions définitives aux crises, en s'attaquant à leurs causes profondes". Le Président Tebboune a rappelé, à ce propos, que l'Algérie "a milité, il y a 50 ans, depuis cette même tribune onusienne, pour pallier les dysfonctionnements qui caractérisent l'actuel ordre mondial", en plaidant pour un nouvel ordre sous-tendu par l'égalité entre Etats, "des principes pour lesquels a été créée l'ONU".

Agence

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Pour un nouvel ordre mondial assurant l'égalité et la coopération entre nations

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a plaidé, mardi depuis New York, pour un nouvel ordre mondial assurant l'égalité et la coopération entre nations, formant le vœu de voir un monde où règnent sécurité, prospérité et essor pour les populations du monde sous la bannière de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Par APS

Dans son allocution lors des travaux de la 78e session de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU, le Président Tebboune a rappelé que l'Algérie avait milité, il y a 50 ans, depuis la tribune onusienne, "pour pallier les dysfonctionnements qui caractérisent l'actuel ordre mondial", en plaidant pour un nouvel ordre sous-tendu par l'égalité entre Etats, des principes pour lesquels a été créée l'ONU". Exprimant ses remerciements et son estime au Secrétaire général de l'ONU, M. Antonio Guterres, le président de la République a réitéré le soutien de l'Algérie à ses efforts inlassables et louables pour renforcer le rôle de l'Organisation et répondre aux aspirations des peuples, formulant le souhait de voir "un monde où règnent sécurité, prospérité et essor pour les populations du monde sous la bannière de l'ONU". Dans cette optique, le président de la République a affirmé que l'Algérie œuvrait pour que "le dialogue et le débat entre nous soient une revendication cruciale pour laquelle nos peuples ont lutté en vue d'un monde marqué par la coexistence, la solidarité, la coopération et l'égalité entre les nations". En outre, il a mis en lumière les conséquences des conflits et des crises dans le monde, qui ont atteint un niveau "sans précédent", avec des millions de personnes déplacées et une transformation des relations internationales, passant de la coopération et de la convergence à l'affrontement, "mettant ainsi les organisations et les institutions internationales à l'épreuve dans un contexte mondial marqué par une urgence multidimensionnelle". Dans ce contexte, le Président Tebboune a affirmé que l'accélération des négociations internationales concernant la réforme du Conseil de sécurité selon une approche globale et intégrée devrait être "une priorité pour la communauté internationale" afin d'aboutir à un consensus

sur une véritable réforme garantissant "une représentation plus transparente". Le président de la République a évoqué, en outre, "l'engagement de l'Algérie en faveur de la position africaine commune" pour "mettre un terme à l'injustice historique qui a touché le continent africain". Par ailleurs, le Président Tebboune a assuré que l'Algérie qui s'apprête à occuper son siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU "est pleinement consciente de la responsabilité dont elle est investie", eu égard aux défis qui se posent à la communauté internationale, soulignant qu'elle rejoindra le Conseil de sécurité porteuse d'espoirs des peuples africains et arabes. Il a affirmé, à cet égard, que le pays mettra à disposition "sa riche expérience en matière de médiation et de promotion du règlement pacifique des conflits". Et de réaffirmer la position immuable de l'Algérie en faveur des causes justes et en soutien aux peuples opprimés qui luttent pour la liberté, en tête desquelles les questions palestinienne et sahraouie. Le président de la République a appelé, à cette occasion, à la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire pour octroyer à la Palestine la qualité de membre à part entière de l'AG de l'ONU, invitant la Cour internationale de Justice à donner suite à la demande de l'AG de l'ONU pour émettre son avis consultatif sur les pratiques attentatoires aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Al-Qods. Le Président Tebboune a, également, exhorté le Conseil de sécurité à promulguer une résolution en vertu de laquelle il parrainera la solution à deux Etats. Par ailleurs, le président de la République a mis en avant l'aspiration de l'Algérie à parvenir à une décolonisation définitive de la dernière colonie en Afrique, où "tout un peuple au Sahara occidental, reste privé de son droit à l'autodétermination, à travers un référendum libre et régulier conforme au plan de règlement ONU-OUA adopté par le Conseil de sécurité et accepté par les deux parties en

1991". Sur le plan régional, le Président Tebboune a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie pour parvenir à des solutions pacifiques, rassembler les belligérants et rapprocher les positions et les vues, notamment en Libye, au Mali, au Niger, et au Soudan. Evoquant les questions internes, le Président Tebboune a mis en relief les acquis importants réalisés par l'Algérie en matière d'objectifs de développement durable (ODD), notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du bâtiment, l'électricité et l'eau, ainsi qu'en matière de promotion et de renforcement des droits de l'homme. L'Algérie "est profondément convaincue que le respect et la promotion des droits de l'homme sont la pierre angulaire de tout système politique crédible, et œuvre à les renforcer par tous les moyens possibles", a insisté le Président Tebboune qui a ajouté que cette conviction émane "de l'attachement du peuple algérien aux droits de l'Homme". Il a évoqué, à ce titre, les principes consacrés par l'amendement constitutionnel de 2020, lesquels ont contribué au renforcement des droits et libertés, notamment l'égalité des droits et devoirs entre citoyens et citoyens pour éliminer les obstacles empêchant la participation efficace de tous. Le président de la République a passé en revue, dans le même contexte, les principaux acquis obtenus en matière de promotion des droits de la femme et son développement sur les plans politique et économique en vue de l'intégrer dans des postes de responsabilité, réaliser le principe de parité dans le marché de l'emploi, renforcer son rôle dans la paix et la sécurité et promouvoir sa place dans différents domaines de la vie aux niveaux national, continental et international. Il a abordé en outre les efforts de l'Etat pour associer les jeunes, en tant que force motrice, aux processus du développement durable dans tous les domaines politique, économique et culturel.

JUSTICE

Tabi rencontre les membres du conseil de l'Union nationale des ordres des avocats

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a rencontré mardi, au siège du ministère les membres du conseil de l'Union nationale des ordres des avocats, avec qui il a passé en revue les différentes préoccupations de l'union, notamment celles liées au processus

d'élaboration des textes juridiques, a indiqué un communiqué du ministère. Après un échange riche et fructueux, en présence de hauts cadres du ministère, il a été convenu de constituer un groupe de travail conjoint qui regroupera des représentants de l'union et

des cadres du ministère de la Justice, pour examiner les questions controversées concernant les projets de loi relatifs au code pénal et au code de procédure pénale", ajoute la même source. Il a été également convenu de constituer un autre groupe pour enrichir les

deux projets de loi relatifs au code de procédure civile et administratif et au code du commerce" outre l'établissement "d'un mécanisme permanent de consultation et de coordination pour contribuer à l'enrichissement des textes juridiques" conclut le communiqué.

SÉMINAIRE DU CNESE SUR L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le plaidoyer des experts

Lors d'un Séminaire organisé mardi à Alger par le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) sur l'énergie solaire, des experts a souligné la nécessité de prendre des mesures de facilitations et d'accompagnement pour les producteurs locaux. En effet, ils ont appelé à soutenir les producteurs locaux et le transfert technologique vers l'Algérie dans l'énergie solaire.

Par Slimane T.

Lors de ce séminaire organisé conjointement par le CNESE et le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'Efficacité énergétique (Cerefe), sous le thème : «L'énergie solaire : une source alternative à forte valeur ajoutée», le président du cluster "Energie solaire", Mehdi Bendimerad, a évoqué l'intérêt de soutenir les entreprises locales activant dans le domaine des ENR, en leur donnant notamment «plus de visibilité». L'intervenant a mis en avant les opportunités que présente le programme national de développement des énergies renouvelables (EnR), visant la production de 15 000 Mw d'ici 2030 d'électricité en solaire, en participant activement à la création de l'emploi et de la valeur ajoutée à travers l'émergence d'un tissu industriel local. Bendimerad a cependant relevé certaines contraintes à lever pour le développement des ENR avec un taux d'intégration élevé. Le président du cluster a ainsi souligné la nécessité de réduire la fiscalité sur les intrants de panneaux solaires, soumis actuellement à des droits de douane de 15 à 30 %, selon lui. Par ailleurs, selon l'enseignant chercheur au niveau de l'université des sciences et technologies Houari-Boumediene d'Alger, Mohamed Boudour, le transfert de technologie est également un axe de développement des énergies renouvelables dans le pays.

Pour ce faire, M. Boudour plaide pour la mise en place d'une coordination entre les différents secteurs tout en développant des laboratoires et les centres de recherche publics et privés dans ce secteur. Ceci, a-t-il dit, doit également permettre de capitaliser sur les expériences acquises depuis une dizaine d'années par les groupes économiques publics mais aussi par les opérateurs privés activant dans les énergies solaires. «Il y a des filières technologiques dans le solaire où l'Algérie peut être opérationnelle à court terme», a affirmé l'enseignant chercheur, précisant que les capacités nationales existent notamment en ce qui concerne le développement d'outils de diagnostic et de monitoring. Expliquant que des économies de plusieurs millions de dollars peuvent être réalisées grâce au recours aux capacités locales, M. Boudour a estimé que le transfert technologique doit être suggéré voire imposer aux développeurs étrangers à travers des textes de loi. De son côté, le chercheur au Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), Abdelhamid Mraoui, a estimé nécessaire le travail collaboratif entre chercheurs et industriels pour rendre le secteur attractif en terme d'investissement. Il s'agit selon lui de développer à travers la recherche des solutions adaptées à l'industrie dans le cadre d'un processus de recherche et développement. Par ailleurs, le président du Conseil national économique, social et environnemen-

tal (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed a mis en avant la nécessité de développer un modèle énergétique applicable à même de réaliser les ambitions nationales dans le domaine des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Il a relevé «la nécessité de développer un modèle énergétique applicable, bâti sur l'engagement et la contribution de l'ensemble des acteurs en la matière, afin de développer l'énergie solaire à l'échelle nationale». A ce propos, il a jugé impératif de concrétiser le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reposant sur la diversification économique sous-tendant la sécurité alimentaire, l'économie numérique et la transition énergétique à long terme. Et d'ajouter que l'Algérie avance aujourd'hui vers les énergies renouvelables dans la perspective de diversifier ses sources énergétiques, indiquant qu'une telle orientation s'inscrit dans le cadre d'une dynamique mondiale visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre et à atténuer les répercussions du changement climatique. A son tour, l'expert en énergies renouvelables, le professeur Chems Eddin Chitour, a relevé la nécessité d'«adopter un modèle souple qui peut s'adapter aux développements de l'heure», insistant sur l'importance de développer l'industrie de l'hydrogène vert et de créer un institut pour la transition énergétique.

USA

Les stocks de pétrole repartent à la baisse

Les stocks de pétrole brut ont diminué la semaine dernière aux Etats-Unis, tout comme ceux d'essence et de distillats, a annoncé mercredi l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Après leur rebond de la semaine précédente, les stocks de brut se sont contrac-

tés de 2,1 millions de barils à 418,5 millions lors de la semaine du 15 septembre. Les stocks d'essence ont pour leur part reculé de 800.000 barils tandis que les réserves de produits distillés, qui incluent notamment le fioul domestique, ont chuté de 2,9 millions de barils.

Le taux d'utilisation des capacités des raffineries est quant à lui ressorti à 91,9%. Sur le marché de l'énergie, le cours du brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) repartait à la hausse suite à la parution de ces statistiques pour gagner 0,1% à près de 91,3 dollars le baril.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE REÇOIT L'AMBASSADEUR VIETNAMIEN

Préparation de la 12^e session de la commission mixte algéro-vietnamienne

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu mercredi à Alger, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, Tran Quoc Khanh, avec lequel il a discuté sur la préparation de la 12ème session de la commission mixte algéro-vietnamienne qui se tiendra le mois d'octobre prochain à Hanoï, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette audience, tenue au siège du ministère, intervient dans le cadre du renforcement et du développement de la coopération bilatérale algéro-vietnamienne, a précisé la même source. Les échanges ont principalement porté

sur la préparation de la 12ème session de la commission mixte algéro-vietnamienne, ainsi que sur l'organisation du forum des hommes d'affaire algéro-vietnamien qui se tiendront le mois prochain à Hanoï, selon le communiqué. Les entretiens ont également porté sur les mécanismes à mettre en place pour la réussite de ces deux grand rendez-vous à travers l'élaboration d'un programme de travail qui repose sur l'identification et la hiérarchisation des domaines de coopération industrielle prioritaire et à fort potentiel (tel que l'industrie textile et la production pharmaceutique notamment dans la phyto-

thérapie), ainsi que sur la mise en place des mécanisme de suivis d'exécution des projets de coopération, a ajouté le ministère. Dans ce cadre, les deux parties ont exprimé leur pleine disposition et leur détermination à donner un nouvel élan à la coopération bilatérale par le renforcement des échanges commerciaux et l'édification des jalons d'un véritable partenariat dans le domaine industriel, qui sera le témoin de la vivacité de l'amitié et de la confiance traditionnelle entre les deux pays, a-t-on encore souligné de même source.

R E.

MAWLID ENNABAOU

Campagne de sensibilisation sur les dangers des produits pyrotechniques

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de l'utilisation des produits pyrotechniques, à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, sera lancée vendredi prochain, indique mercredi un communiqué de la Protection civile. La Direction générale de la Protection civile "lance une campagne de sensibilisation de proximité sur les différents risques générés par l'utilisation des produits pyrotechniques et les bougies à partir du 22 septembre 2023", précise la même source. Cette campagne vise à "mettre en garde contre les dangers de l'usage des produits pyrotechniques, notamment par les enfants, à travers l'organisation d'activités de sensibilisation en direction de la population scolaire, dans les mosquées, les places publiques et au niveau des lieux de vente de ces produits, en privilégiant l'utilisation des réseaux sociaux comme support, ainsi que les différents médias". La Protection civile rappelle, à cet égard, "la responsabilité des parents, qui doivent expliquer à leurs enfants les dangers de ces produits prohibés comme le risque d'explosion dans la main, brûlure des yeux, perte de l'audition, blessures graves, amputation, et les risques d'incendie". Elle déconseille, en outre, de "projeter les produits pyrotechniques sur les personnes, les voitures, les stations d'essence, les habitations et les établissements hospitaliers, tout en mettant en avant les consignes de sécurité lors de la manipulation des bougies et cierges". En cas d'accident ou d'incendie, la Protection civile invite les citoyens à appeler le numéro de secours (14) ou le numéro vert (1021), en précisant la nature du risque et l'adresse exacte.

ANNABA

Un quota supplémentaire de 50.000 litres/jour de lait subventionné

Un quota quotidien supplémentaire de 50.000 litres de lait subventionné en sachet sera distribué dans la wilaya d'Annaba, avec extension du réseau de distribution, indique un communiqué publié lundi par la direction du commerce et de la promotion des exportations.

Le document précise que cette mesure, qui permet d'assurer une disponibilité "permanente et stable" du lait dans les différentes zones de la wilaya, a été prise dans le cadre des dispositions arrêtées localement pour garantir une distribution "équitable et régulière" de ce produit dans l'ensemble des communes de la wilaya, y compris dans les zones éloignées et isolées.

Lors d'une récente réunion consacrée à l'évaluation de la situation en matière d'approvisionnement du marché en denrées alimentaires de large consommation, le wali, Abdelkader Djellaoui, avait instruit les responsables concernés à l'effet d'accroître la part de la wilaya, s'agissant du lait subventionné, et de multiplier les contrôles du marché au niveau des lieux de commercialisation.

A ce propos, la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya d'Annaba a mobilisé des équipes de fonctionnaires pour assurer le contrôle de la chaîne de distribution des sachets de lait subventionné, et pour s'assurer de leur disponibilité dans les différentes cités et quartiers, selon la même source. A la faveur de cette mesure, le quota quotidien de lait subventionné en sachet passe à environ 160.000 litres/jour, ce qui suffit largement à satisfaire la demande, a-t-on conclu.

ORAN /LIAISON DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE BETHIOUA AVEC LA LIGNE FERROVIAIRE

Réception du projet à la fin de l'année en cours

Le projet de liaison de la zone industrielle de Bethioua (Est d'Oran) à la ligne ferroviaire Hassi Mefsoukh-Mostaganem, au départ de la gare d'Ayayda, sera réceptionné, à la fin de l'année en cours, a affirmé, lundi soir, le wali d'Oran, Saïd Sayoud.

Sayoud a souligné, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection de ce projet, qui s'étend sur une distance de 7,03 km, dont la réalisation a été confiée à trois entreprises nationales, que les travaux sont "très avancés", dépassant les 45%, assurant que le projet entrera en service "au plus tard à la fin décembre prochain".

Il a précisé que cette ligne s'inscrit dans le cadre du grand projet de l'Etat relatif à l'exploitation des mines de Ghar Jbilat (Tindouf), à la transformation de son minerai pour la production de fer au niveau d'Oran, en reliant la ligne au port d'Arzew.

Ce projet contribuera également, une fois mis en service, à "réduire les charges importantes pesant sur les industriels de la zone industrielle de Bethioua liées au transport des marchandises par train vers la région d'Oran, ainsi que les autres wilayas jusqu'au port d'Arzew", a-t-on précisé de même source.

Le même responsable a appelé les entreprises chargées de la réalisation du projet à doubler et intensifier les travaux, couvrant les 24 heures (3X8) afin d'accélérer le rythme d'achèvement et de livrer le projet dans les délais prévus.

Le coût total de ce projet, qui comprend la construction de 4 installations techniques le long du tracé, s'élève à plus de 2 milliards de dinars, selon les explications fournies sur place.

Le wali d'Oran a également inspecté les travaux de réhabilitation et d'agrandissement du port d'Arzew, incluant la construction de deux postes d'amarrage destinés à la réparation navale, sur une superficie de 5 hectares, 220 mètres de long et moins de 14 mètres de profondeur, selon les normes internationales, ce qui permettra la réparation de navires de grande taille.

Le projet, supervisé par l'Entreprise nationale de réparation navale (ERENAV), comprend la réalisation de six ateliers à terre, dont ceux liés à la « mécanique », « la tuyauterie et la peinture », « la menuiserie », « l'éclairage », « la soudure », et "l'entretien." M. Sayoud a souligné la nécessité d'accélérer la réalisation de ce projet, dont le taux d'avancement des travaux a atteint environ 6%, et le réceptionner dans les délais prévus, avec une intensification des travaux en 3X8. Pour rappel, les travaux d'extension du port d'Arzew ont été confiés à un groupement Algéro-Chinois (Cosider-Meditram-Shack) pour un délai de 39 mois au plus tard, avec une enveloppe financière de 45 milliards de dinars, sur un budget de l'EPA (entreprise portuaire d'Arzew).

Les travaux comprennent également l'achèvement d'un nouveau quai commercial de 1.200 mètres linéaires et moins de 14 mètres de profondeur, couvrant une superficie de 52 hectares et comprenant au total 4 sites destinés à

l'exportation d'urée et de divers produits sidérurgiques, ainsi que la manutention des conteneurs d'un total de 500.000 tonnes par an et un autre site destiné à la réparation navale.

Ce projet contribuera à dynamiser davantage le mouvement d'exportation et d'importation de marchandises et à améliorer la qualité des services fournis tout en encourageant la promotion des exportations hors hydrocarbures, selon les explications fournies par le Président et Directeur Général du Port d'Arzew, Kaidari Bensalem.

D'autre part, le wali d'Oran a révélé qu'une commission, comprenant des ingénieurs et spécialistes de nombreux secteurs et des élus pour suivre l'avancement des projets et soumettre des rapports périodiques, qui seront présentés au conseil exécutif de la wilaya, sera constituée la semaine prochaine, dans le but de remédier aux difficultés et obstacles et d'alerter ceux qui réalisent les projets sur les insuffisances constatées. M. Sayoud a, par ailleurs, inspecté un projet de réalisation de 390 logements dans la formule public-locatif dans la commune d'Arzew réservés aux habitants du quartier Ben Boulaïd, où les travaux ont atteint 20%, et qui sera achevé d'ici la fin du premier semestre de l'année prochaine.

BOUMERDES

Près de 200 clubs verts ouverts dans les établissements scolaires et de la formation professionnelle

Près de 200 clubs verts créés au sein d'établissements scolaires (tous cycles confondus) et de formation professionnelle de la wilaya de Boumerdes, activent pour la préservation de l'environnement, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'environnement. Ces clubs ont été créés durant ces trois dernières années, a indiqué à l'APS, le directeur de l'environnement, Lakhdar Aouaz, à la clôture, aujourd'hui lundi, de la campagne de nettoyage des établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle.

La généralisation de ces clubs se poursuivra pour toucher plus de 570 établissements éducatifs et une cinquantaine de centres de formation professionnelle, a assuré le responsable. Il a ajouté que "la majorité des clubs verts ouverts sont dotés des équipements et moyens pédagogiques nécessaires à différentes activités écologiques".



A noter que l'Institut national des formations environnementales, créé en 2002 sous le parrainage du ministère de l'Environnement, a supervisé la création de plus de 3.000 clubs environnementaux au niveau des écoles primaires et de maisons de l'environnement du pays. Entre autres objectifs assignés à ces clubs, l'ancrage d'une culture environnementale chez les scola-

risés, à travers l'organisation d'ateliers pédagogiques sur le thème de l'environnement et de sorties de terrain, tout au long de l'année scolaire. La campagne de nettoyage, initiée par le ministère de l'Intérieur à travers toutes les wilayas du pays, a connu une large participation d'établissements et d'organismes publics et privés, d'associations de la société civile et de parents

d'élèves, ainsi que de membres des Scouts musulmans algériens (SMA). Plus de 2.300 agents relevant d'établissements publics spécialisés en nettoyage, ainsi que 390 camions et engins ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette opération, organisée sous le slogan "une rentrée scolaire dans un environnement propre", à l'occasion de la rentrée sociale et

scolaire 2023/2024.

Elle a notamment porté sur l'aménagement d'espaces verts au sein des établissements scolaires et de leur environnement immédiat, le nettoyage et la réhabilitation des espaces de jeu et de pratique sportive, et le ravalement et l'embellissement des façades des établissements.

"L'initiative vise l'ancrage d'une culture de préservation de l'environnement et du milieu, et à assurer une rentrée scolaire et professionnelle dans un environnement sain, tout en inculquant les valeurs de la citoyenneté et de l'esprit positif", a souligné le directeur de l'environnement. Lancée le 9 septembre courant, cette campagne a été clôturée aujourd'hui lundi, alors qu'elle devait durer deux jours seulement, et ce dans le but d'achever le nettoyage de la totalité des établissements éducatifs et de formation ciblés.

Quels facteurs de reconfiguration des chaînes de valeur mondiales ?

Après une expansion commerciale exceptionnelle dans les décennies 1990 et 2000, on observe entre la crise de 2008 et celle du Covid-19 un ralentissement de la mondialisation qui s'explique essentiellement par le rééquilibrage de la croissance en Chine.

1^{ère} partie

Aymeric LACHAUX

La pandémie a conduit à l'apparition de tensions dans certaines chaînes de valeur, voire des pénuries, révélant des vulnérabilités d'approvisionnement dans certains pays. Ces perturbations posent la question de la résilience de l'organisation mondiale de la production et de la pérennité de la mondialisation. Pour autant, après le choc de la pandémie en 2020, l'intensité des échanges commerciaux mondiaux a réaugmenté pour dépasser son niveau de 2019, et les biens parcourent une distance toujours aussi importante. La composition des échanges a toutefois évolué. Les exportations de biens ont retrouvé leur niveau d'avant crise dès décembre 2020, contre septembre 2021 pour les services.

La reprise rapide du commerce a particulièrement bénéficié à la Chine qui a vu son excédent commercial augmenter, porté par ses exportations. L'évolution de l'organisation des chaînes de valeur dans les années à venir dépendra de plusieurs facteurs. Les tensions géopolitiques et notamment l'invasion russe en Ukraine ont conduit à une réorientation des échanges qui pourrait se poursuivre avec de nouvelles sanctions et la recherche par les entreprises d'une sécurisation de leurs échanges. Le changement climatique pourrait affecter certaines productions, en particulier via une baisse des rendements et une relocalisation des productions agricoles. Les pouvoirs publics pourraient inciter ou contraindre les entreprises à ajuster leurs chaînes de valeur par des mesures en faveur de leur résilience et de leur durabilité, ou réagir par des mesures protectionnistes. Sous l'effet de ces différents facteurs, des chaînes de valeur particulièrement concentrées présentent des premiers signes de diversification. Les constructeurs de semi-conducteurs, jusqu'ici essentiellement produits en Corée et à Taïwan, ont annoncé des investissements massifs dans des capacités de production au Japon, aux États-Unis ou en Europe.

Un commerce mondial en évolution Avant la pandémie, un ralentissement de la mondialisation était observé

Après une période d'expansion commerciale exceptionnelle dans les décennies 1990 et 2000 avec une élasticité du commerce au PIB¹ supérieure à 1, la mondialisation s'est normalisée depuis 2008 (cf. Graphique de première page). L'élasticité du commerce au PIB s'établirait désormais autour de 1, son niveau théorique de long terme, le commerce se développant au même rythme que la production. Sur la période 2010-2019, après la crise financière mondiale



et avant la pandémie, le ralentissement observé de la mondialisation s'explique essentiellement par le rééquilibrage de la croissance chinoise en faveur de sa production domestique : la Chine, qui a été le moteur de l'expansion des chaînes de valeur mondiales avant la crise financière, s'appuie désormais de plus en plus sur les intrants nationaux². La croissance de sa production dépasse ainsi celle de ses échanges.

Le commerce s'est montré dynamique après la pandémie mais sa composition a changé

Le commerce de biens a fortement baissé en 2020 en raison de la crise sanitaire (-14 % en volume entre décembre 2019 et mai 2020). Les confinements et autres restrictions sanitaires ont limité les capacités de production mais aussi de consommation des pays. Des restrictions supplémentaires au commerce sont également apparues : l'OMC en dénombrait 197 depuis le début de la pandémie³. Néanmoins, les échanges de biens ont fait preuve de résilience si on compare la crise du Covid à celle de 2008. La baisse des échanges lors de la pandémie a été proportionnelle à la baisse de production industrielle, alors que le commerce s'était davantage replié que l'activité économique lors de la crise de 2008 (-20 % contre -14 %). En outre, le commerce de biens a connu une reprise rapide et importante : le niveau de décembre 2019 a été rejoint dès décembre 2020. En décembre 2022, le commercial mondial de biens se situait 7 % au-dessus de son niveau d'avant crise, tandis que la reprise de la production industrielle a été plus lente

(+5 % à la même date).

Si les échanges commerciaux ne se sont pas repliés relativement à l'activité, leur contenu et leur organisation géographique a évolué depuis la crise sanitaire⁴ : Tout d'abord, le commerce de biens a davantage rebondi que le commerce de services. Les produits pharmaceutiques, les métaux, les semi-conducteurs ou certains biens durables comme les ordinateurs portables, dont la demande a été soutenue par le télétravail, ont connu une augmentation très sensible des échanges lors de la crise ou dans la phase de reprise, tandis que les services, notamment le tourisme, et les matériels de transport peinent à retrouver leur niveau mondial d'avant crise. Ainsi, les exportations mondiales de services n'ont retrouvé leur niveau de décembre 2019 qu'en septembre 2021. Ce changement de composition du commerce explique une partie des difficultés d'approvisionnement et de la hausse des prix du fret⁵. Ensuite, la Chine a profité de la reprise et de l'évolution du contenu des échanges. Son excédent commercial a augmenté en 2021 et 2022, tout comme sa part dans les importations de l'Union européenne (21 % en 2022 contre 19 % en 2019). Les exportations chinoises ont été favorisées par une fin de première vague épidémique plus précoce que dans d'autres pays concurrents (notamment en Asie du sud-est), ce qui a permis de relancer la production. Après une baisse brutale à partir de janvier 2020, les exportations chinoises ont retrouvé un niveau élevé dès avril 2020, alors que les exportations européennes, américaines et des autres pays asia-

tiques s'effondraient au même moment. Elles ont aussi été favorisées par la baisse des dépenses en services des ménages occidentaux au profit des biens de consommation et d'équipement. Les exportations chinoises ont néanmoins reculé au cours du second trimestre 2022 du fait du resserrement de la politique zéro-covid. En raison de la hausse des importations depuis la Chine, on n'observe pas de raccourcissement géographique des échanges depuis le début de la pandémie. La distance des biens importés⁶ est stable depuis le début de la crise. Cette distance a même légèrement augmenté pour l'Amérique et l'Europe, en raison de la hausse des importations depuis la Chine, et baissé pour l'Asie-Pacifique, pour la même raison. Par ailleurs, la stabilité de la distance des biens importés reflète le ralentissement de la mondialisation (au sens de l'élasticité du commerce à l'activité) observé au cours de la dernière décennie par rapport à la précédente.

Source : Trésor Eco

(1) C'est-à-dire le ratio de la croissance du commerce à celle du PIB. (2) Selon les données WDI de la Banque Mondiale, la croissance du PIB de la Chine entre 2008 et 2021 a été de 286 %, contre 169 % pour les importations et 137 % pour les exportations. (3) OMC (2022). Rapports à l'échelle de l'OMC sur les faits nouveaux liés au commerce.

(4) Voir en particulier OCDE (2023), "Challenges to international trade and the global economy. Recovery from COVID-19 and Russia's war of aggression against Ukraine". (5) La hausse du prix du fret s'explique également par les difficultés à augmenter les capacités du fret, les restrictions sanitaires en Chine ou l'augmentation des stocks de précaution des entreprises.

ÉGYPTE

Le fonds souverain d’Abou Dhabi veut acquérir des participations dans deux entreprises publiques du secteur agricole

En Égypte, l'exécutif ambitionne de porter la contribution du secteur privé dans l'économie à 65 % en 2025 contre 30 % en 2021. Dans ce cadre, un programme a été lancé depuis quelques mois pour augmenter la participation des opérateurs privés dans les entreprises publiques. En Égypte, le gouvernement étudie la possibilité de céder des parts dans deux entreprises publiques opérant dans l'agriculture au profit du fonds souverain d'Abou Dhabi (ADQ). D'après le quotidien local Daily News Egypt, il s'agit de la Delta Sugar Company opérant dans l'industrie sucrière et de Misr Fertilizer Production Company (MOPCO) active dans la production d'engrais. Dans les détails, des sources proches du dossier indiquent que pour la compagnie sucrière, les négociations portent sur l'acquisition d'une participation comprise entre 20 et 25 % par ADQ. En ce qui concerne le fournisseur d'engrais, les discussions devraient tourner autour de la cession de 15 %. Notons que la Delta Sugar Company est l'un des principaux fournisseurs de sucre en Égypte avec une part de marché évaluée à 40 %. L'entreprise a doublé son bénéfice net à 1,08 milliard de livres égyptiennes (35 millions \$) au terme du premier semestre de son exercice de 2023.

MAROC

Les expéditions de tomates ont généré près de 1 milliard \$ en 2022/2023

Au Maroc, l'industrie horticole fournit plus de 33 % des recettes d'exportation agricole. Dans le secteur, la filière tomate maintient un rythme soutenu de croissance de ses expéditions sur le marché international ces 5 dernières années.Au Maroc, l'industrie horticole a engrangé 990 millions \$ de recettes grâce à ses expéditions de tomate en 2022/2023. Il s'agit d'un nouveau record dans l'histoire de la filière. D'après le média spécialisé East fruit, le Royaume chérifien a expédié 716 700 tonnes du légume entre juillet 2022 et juin 2023 contre un stock tournant autour de 680 000 tonnes au cours de la campagne précédente. L'Europe reste la principale destination de la filière marocaine. Si la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas restent les principaux acheteurs concentrant tous trois 81 % des envois, il faut également noter une progression des ventes vers tous les autres marchés mineurs du continent. Dans cette dernière catégorie, East fruit indique par exemple que « En l'espace d'un an, les volumes d'expédition vers le Danemark et l'Autriche ont doublé, et les exportations vers la République tchèque ont été multipliées par trois. »

TMAURITANIE

Le gaz, une opportunité de relancer sa croissance économique

Les réserves de gaz naturel de la Mauritanie suscitent l'intérêt des marchés énergétiques internationaux. Le pays a récemment annoncé un gisement de gaz capable de produire jusqu'à 10 millions de tonnes par an. Au total, la Mauritanie dispose de réserves de gaz de 100 trillions de pieds cubes, soit plus que d'autres pays africains comme la Libye et l'Égypte.

Cependant, malgré sa richesse en gaz, la Mauritanie ne dispose pas de fonds suffisants pour investir dans les infrastructures nécessaires à l'extraction du gaz et à la construction d'usines de liquéfaction et de stockage. C'est pourquoi la nation africaine compte sur les investissements des entreprises étrangères pour stimuler son industrie gazière. Parmi les entreprises présentes dans le pays figurent l'entreprise américaine Kosmos Energy, la société française TotalEnergies et les sociétés britanniques BP et Shell. La Mauritanie tente d'attirer les investisseurs étrangers pour exploiter le grand potentiel gazier du pays. Plus précisément, le gouvernement cherche à développer des gazoducs et des infrastructures portuaires pour permettre l'exportation de gaz naturel liquéfié, dont la production commencera en 2023. Comme le souligne African Business, parmi les objectifs de Nouakchott figure la ville portuaire et le centre commercial du pays, Nouadhibou, qu'ils espèrent transformer en centre de traitement, d'importation et d'exportation de gaz. Le développement de l'industrie gazière en Mauritanie aura un impact positif sur la croissance économique du pays. Al-Arab compare même la situation actuelle de la nation africaine à celle des pays du Golfe avant la découverte du pétrole, sa principale source de revenus aujourd'hui. Le journal arabe note que la Mauritanie a une population de 4,6 millions d'habitants, un chiffre similaire à celui du Koweït (4,4

millions). Toutefois, alors que l'État du Golfe figure parmi les 40 pays les plus riches du monde, la nation africaine fait partie des 25 pays les plus pauvres. Cela pourrait changer si la Mauritanie joue bien ses cartes et tire parti de ses réserves de gaz. En plus de disposer de ressources naturelles, il faut savoir les gérer et jouir de la sécurité et de la stabilité au niveau politique. La Libye, par exemple, abrite certaines des plus grandes réserves de pétrole d'Afrique, mais en raison de la situation dans le pays, elle n'a pas été en mesure de développer son économie nationale. L'instabilité et le manque de sécurité depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011 ont plongé la nation nord-africaine dans une grave crise politique et économique, alors qu'elle est l'une des puissances pétrolières du continent. La Mauritanie, quant à elle, jouit d'une stabilité et d'une sécurité politiques. Les dernières élections de 2019, qui ont donné la victoire à Mohamed Ould Ghazouani, se sont déroulées sans incident et sous le contrôle d'observateurs internationaux de l'Union africaine, des Nations unies et des ambassades des États-Unis, d'Espagne et de France. En revanche, le pays n'a pas été la cible d'attaques terroristes ces dernières années, malgré l'insécurité qui sévit dans la région du Sahel. Comme le souligne Al-Arab, "la lutte de la Mauritanie contre le terrorisme représente une expérience unique dans le G5 Sahel, car c'est le seul pays de la région à avoir vaincu des groupes armés et des extrémistes".

TUNISIE

L’électricité coupée plusieurs heures dans tout le pays

La Tunisie a subi mercredi une coupure soudaine de l'électricité d'environ trois heures sur tout son territoire à cause d'un problème technique, a annoncé la Société de l'électricité et du gaz Steg, un monopole public. La coupure s'est produite vers 01H00 locales (00H00 GMT) «à cause d'une panne soudaine» dans la centrale électrique de Radès, dans la banlieue sud de Tunis, a indiqué la Steg dans un communiqué sans donner de détails.

L'électricité a commencé à se rétablir à partir du 04H00 du matin dans plusieurs quartiers de Tunis. Selon des témoignages sur les réseaux sociaux, cette coupure a duré plus de quatre heures dans certaines zones. Ce type de coupure de courant sur l'ensemble du territoire se produit rarement en Tunisie. Cet été, à cause d'une vague de chaleur ayant dépassé les 45 degrés Celsius, les autorités avaient dû procéder à des délestages programmés, ciblant

chaque fois une région différente. Selon des données de juin 2023, la compagnie publique Steg fournit 99% de l'électricité en Tunisie, produite essentiellement à partir de gaz naturel, les énergies renouvelables (surtout du photovoltaïque) ne représentant que 2,5% du total. Le pays étant pauvre en hydrocarbures, le gaz naturel provient surtout d'Algérie grâce aux prélèvements à tarif préférentiel effectués sur le gazoduc reliant ce pays à l'Italie. Pour

compléter, la Tunisie importe aussi du gaz naturel en provenance de son voisin algérien et de la Libye limitrophe. Plusieurs régions de Tunisie ont également connu ces derniers mois des coupures d'eau potable, à cause de la sécheresse qui menace les réserves hydriques. Les barrages sont actuellement remplis à seulement 27% de leur capacité et le gouvernement a mis en place des rationnements jusqu'à la fin septembre.

SYRIE

Assad se rendra en Chine cette semaine

Le président syrien Bachar al-Assad se rendra en Chine plus tard cette semaine pour sa première visite à Pékin depuis le début de 12 ans de conflit dans son pays au cours duquel la Chine a été l'un de ses principaux soutiens, a annoncé mardi son bureau. La Chine continue de soutenir Assad dans le conflit syrien, qui a tué un demi-million de personnes et laissé de grandes parties du pays en ruines.

La Chine pourrait jouer à l'avenir un rôle majeur dans la reconstruction de la Syrie, qui devrait coûter des dizaines de milliards de dollars. La Syrie a rejoint l'année dernière l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route », dans laquelle Pékin étend son influence dans les régions en développement grâce à des projets d'infrastructure. Le bureau d'Assad a déclaré que le dirigeant syrien avait été invité par le président chinois Xi Jinping à un sommet et qu'il se rendrait jeudi à Pékin avec une délégation syrienne de haut rang.

RAPPORT

En 2022, les prêts accordés par la Chine à l'Afrique ont chuté

Le rapport souligne que l'opérateur entame un processus d'expansion en dehors des frontières kényanes et élargit ses horizons à la fabrication des smartphones pour compenser le ralentissement de la croissance, constaté dans le segment des services financiers.

Le rapport estime que la baisse de la valeur des prêts servis par la Chine à l'Afrique montre que Pékin se détourne du financement des grands projets infrastructures sur le continent, où de plus en plus de pays souffrent du poids de la dette. Les prêts accordés par la Chine aux gouvernements africains en 2022 ont chuté à leur plus bas niveau depuis 2004, pour s'établir à 994,48 millions de dollars seulement, selon un rapport publié le 19 septembre par le Global Development Policy Center, un think tank rattaché à l'Université de Boston (États-Unis). Intitulé « A New State of Lending: Chinese Loans to Africa », le rapport représente une mise à jour de la base de données relative aux prêts chinois à l'Afrique (China Loans to Africa, CLA), un projet interactif géré par le Global Development Policy Center, qui suit depuis l'an 2000 les engagements de prêts des banques publiques et commerciales ainsi que des entités publiques chinoises en direction des gouvernements africains, des entreprises publiques du continent et des institutions multilatérales régionales. En 2022, le montant moyen des prêts accordés par Pékin aux pays du continent a diminué par rapport à l'année précédente. Durant l'année écoulée, Pékin a accordé à l'Afrique neuf prêts totalisant 994,48 millions de dollars contre sept prêts d'un montant cumulé de 1,22 milliard de dollars en 2021. La baisse de la valeur des prêts chinois au cours des deux dernières années ne s'explique pas seulement par l'impact de la pandémie du coronavirus, mais aussi par le fait que la Chine se détourne du financement des grands projets infrastructures sur le continent, où de plus en plus de pays souffrent du poids de la dette. Deux autres facteurs entrent aussi en jeu : le recentrage de

l'empire du Milieu sur ses priorités nationales et l'adoption d'une nouvelle approche relative à l'initiative des « Nouvelles routes de la Soie » basée sur des projets plus petits, de meilleure qualité et plus respectueux de l'environnement (Green, small and beautiful). Le rapport indique dans ce cadre que ces tendances devraient se poursuivre durant les années à venir, avec moins de prêts d'un montant supérieur à 500 millions de dollars, et plus de prêts d'une valeur inférieure à 50 millions de dollars destinés à des projets ayant un meilleur impact social et environnemental.

L'Afrique de l'Ouest tient le haut du pavé en 2021 et 2022
Sur les années 2021 et 2022, la Banque chinoise d'import-export de Chine (China Eximbank) est restée le principal bailleur de fonds en Afrique, accordant neuf des 16 prêts recensés sur cette période pour un montant de 1,42 milliard de dollars. La China Development Bank (CDB) n'a accordé aucun prêt en 2021, mais a consenti un petit prêt de 14,74 millions de dollars en 2022. Les autres principaux prêteurs sont la Bank of China (BOC), la China National Aero-Technology Import and Export Corporation (CATIC) la China Shipbuilding Trading Company (CSTC). Le Sénégal, le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Angola, l'Ouganda, le Ghana, le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) ont été les principaux emprunteurs en 2021 et 2022. Cette composition des emprunteurs est différente de celle des années précédentes, puisque des pays d'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal, le Bénin et la Côte d'Ivoire ont emprunté pour la première fois une part importante en valeur. La répartition par secteur des prêts accordés par la Chine aux pays africains au cours

des deux dernières années montre également des changements majeurs par rapport aux années précédentes. Avec 45% du total des prêts, le secteur du transport a ravi le premier rang à celui de l'énergie. Viennent ensuite les secteurs de l'environnement (21%), des technologies de l'information et de la communication (12%), de l'éducation (10%) et de la défense (6%). Aucun prêt n'a concerné le secteur de l'énergie !

Depuis 2000
Le rapport révèle d'autre part qu'entre 2000 et 2022, 39 bailleurs de fonds chinois ont accordé 1243 prêts d'une valeur globale de 170,08 milliards de dollars à 49 gouvernements africains, des dizaines d'entreprises publiques et sept institutions multilatérales régionales. Ces prêts chinois servis à l'Afrique entre 2000 et 2022 représentent 64 % du total des financements accordés au continent par la Banque mondiale durant la même période (264,15 milliards de dollars) et près de cinq fois les prêts décaissés par la Banque africaine de développement (36,85 milliards de dollars). La répartition de ces prêts débloqués au cours des 23 dernières années par sous-région du continent africain fait ressortir que l'Afrique australe tient le haut du pavé avec 67,67 milliards de dollars devant l'Afrique de l'Est (40,35 milliards), l'Afrique de l'Ouest (28,38 milliards), l'Afrique centrale (19,65 milliards) et l'Afrique du Nord (11,09 milliards). La ventilation des prêts par secteur montre par ailleurs que le secteur de l'énergie a accaparé 35% du total des prêts entre 2000 et 2022, devant ceux du transport (29%), des technologies de l'information et de la communication (8%) et des services financiers (6%).

ABIDJAN ACCUEILLE UNE DELEGATION DE RDC DE HAUT NIVEAU

Stimuler l'investissement et le commerce intra-africain

Une délégation de la République Démocratique du Congo (RDC) se rend à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 19 au 21 septembre 2023, pour promouvoir la marque économique « Invest in DRC » et créer des opportunités d'affaires avec la Côte d'Ivoire. Le Premier ministre de la RDC, Jean-Michel Sama Lukonde (photo), conduira la délégation composée de plusieurs membres du Gouvernement, dont le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'économie nationale, Vital Kamerhe, le Ministre des Finances, Nicolas Kazadi, le Ministre de l'Agriculture, José Mpanda, et celui du Commerce extérieur, Jean-Lucien Mbusa, ainsi que le Directeur général de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investisse-

ments de la République Démocratique du Congo, M. Anthony Nkinzo. Le secteur privé congolais sera également fortement représenté. Plusieurs dizaines de chefs d'entreprise actifs dans des secteurs tels que la banque, l'agriculture, les infrastructures ou encore l'énergie échangeront avec le secteur privé ivoirien dans le but de créer des opportunités d'affaires. Cette délégation de haut niveau représente l'engagement de la République démocratique du Congo à promouvoir un environnement favorable aux investissements et à explorer de nouvelles opportunités de collaboration économique avec la Côte d'Ivoire. A travers la marque économique « Invest in DRC », le Gouvernement congolais et l'Agence Nationale pour la

Promotion des Investissements de la République Démocratique du Congo présenteront les atouts économiques de la RDC, tels que son capital humain jeune et dynamique, ses vastes ressources naturelles, ses secteurs porteurs, et ses récentes réformes économiques. « A Abidjan, nous voulons poser les bases d'une nouvelle ère de coopération économique entre la République démocratique du Congo et la Côte d'Ivoire. Notre pays est une destination d'investissement de choix, et nous sommes prêts à travailler en étroite collaboration avec nos homologues ivoiriens pour stimuler la croissance économique en Afrique » a déclaré Anthony Nkinzo, Directeur général de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investisse-

ments de la République Démocratique du Congo (ANAPI) et Président du Réseau International des Agences Francophones de Promotion des Investissements (RIAFPI). Ce déplacement en Côte d'Ivoire s'inscrit dans le cadre de la 9ème édition du Business Forum de Makutano, premier réseau d'affaires d'Afrique centrale, qui se tiendra les 20 et 21 septembre 2023 au Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan. Dans les prochaines semaines, « Invest in DRC » représentée par l'ANAPI, poursuivra ses initiatives de promotion à l'international. Ces missions comprendront des visites aux États-Unis, au Brésil, en Europe et dans plusieurs pays africains.

AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

Fitch Solutions prévoit un rebond de la croissance économique en 2024, à 3,9%

L'amélioration de l'activité économique attendue dans la région en 2024 sera essentiellement favorisée par le reflux de l'inflation, l'amélioration de l'appétit pour le risque des marchés émergents et l'assouplissement monétaire dans la plupart des pays de la région. Fitch Solutions a estimé, dans un rapport publié le 13 septembre, que la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait ralentir à 3% en 2023 contre 3,6% en 2022, avant de rebondir en 2024, à 3,9%. Une inflation élevée, des conditions financières tendues et la faiblesse des monnaies nationales par rapport aux devises fortes devraient continuer à peser sur l'activité économique durant le deuxième semestre de l'année en cours, notamment dans les deux principales puissances économiques de la région. L'Afrique du Sud devrait en effet enregistrer une croissance atone de 0,5% en 2023 contre 1,9% en 2022. Au Nigeria, la croissance du PIB devrait aussi se limiter à 2% cette année contre 3,3% durant l'année écoulée, en raison notamment de la baisse attendue de la demande intérieure, consécutive aux réformes structurelles engagées par le président, dont la suppression des subventions sur le carburant, l'unification du taux de change de la monnaie nationale. Filiale de l'agence de notation Fitch Ratings spécialisée dans la recherche et l'analyse des données financières, Fitch Solutions s'attend d'autre part à ce que l'économie angolaise enregistre une contraction de 0,7 % en 2023, après une croissance de 3,1 % en 2022. L'économie ghanéenne devrait, quant à elle, enregistrer une croissance de 3% cette année contre 3,1% en 2022. A l'inverse, la croissance du PIB du Kenya devrait s'accroître pour s'établir à 5% en 2023 contre 4,8% en 2022. Pour 2024, Fitch Solutions s'attend à ce que l'accélération de la croissance économique attendue en Afrique subsaharienne découle du reflux de l'inflation, de l'amélioration de l'appétit pour le risque des marchés émergents et de l'assouplissement monétaire dans la plupart des pays de la région.

BOURSE DE PARIS

Peu d'initiatives avant le communiqué de la Fed

La Bourse de Paris débute la séance en légère hausse mercredi matin, dans un contexte de marché toujours difficile à quelques heures des décisions très attendues de la Réserve fédérale. L'indice CAC40 grignote 0,3% vers 7305 points.

Les investisseurs devraient éviter de prendre des positions trop tranchées en attendant la publication, prévue dans la soirée, du comité de politique monétaire de la Fed. Au terme de deux jours de débats, le FOMC, le comité stratégique de l'autorité centrale américaine devrait choisir de laisser ses taux d'intérêt inchangés. Mais c'est surtout la conférence de presse de son président, Jerome Powell, qui permettra de fournir aux intervenants de nouveaux indices sur ses intentions et la trajectoire prévue des taux dans les prochains mois. Dans ce contexte d'incertitude, le marché parisien a interrompu sa séquence haussière cette semaine, signant une consolidation de 1,3% qui l'a fait chuter au-dessus du seuil symbolique des 7300 points. 'Ce retournement soudain n'apporte rien de bon à court terme', préviennent les analystes techniques de Kiplink Finance, qui mettent en garde contre un éventuel retour de la volatilité.

En attendant le verdict de la Fed, le marché pourra étudier quelques indicateurs économiques, à commencer par les statistiques mensuelles de l'inflation au Royaume-Uni, puis les stocks de pétrole aux Etats-Unis. Autre élément susceptible d'influencer la tendance, les cours du pétrole subissent quelques prises de bénéfices alors que l'OCDE a fait état hier de perspectives 'peu encourageantes' pour l'économie mondiale. Le baril de Brent perd 0,9% à 93,5 dollars, tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) lâche 0,9% à 90,4 dollars après avoir établi hier de nouveaux plus hauts de quasiment un an. Cette consolidation entraîne un coup d'arrêt dans la hausse des rendements des emprunts d'Etat, qui avait amené le dix ans allemand vers un plus haut historique depuis 2008 hier. Le rendement du Bund cède un peu de terrain vers 2,73% ce matin et le dix ans américain évolue sur la même tendance à 4,35%. La marge de sécurité s'amenuise et les spé-



cialistes estiment qu'il va falloir une bonne surprise pour que le marché obligataire n'entraîne pas les marchés dans un épisode de stress, avec des rendements américains qui semblent désormais fuser vers le cap des 4,50%.

Légère hausse en Europe avant les décisions de la Fed

Les principales Bourses européennes évoluent dans le vert mercredi en matinée, mais la faiblesse des gains témoigne d'une certaine la prudence avant le communiqué de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui sera publié à 18h00 GMT. A Paris, le CAC 40 grappille 0,06% à 7.286,65 points vers 07h30 GMT. A Francfort, le Dax s'octroie 0,48%, grâce au rebond des semi-conducteurs, Infineon prenant par exemple 1,73%. A Londres, le FTSE 100 avance encore plus nettement, de 0,57%, après la publication des chiffres de l'inflation qui ont enregistré un ralentissement surprise en août sur un an (+6,7%). Cela pourrait inciter la Banque d'Angleterre (BoE) à opter pour le statu quo sur ses taux jeudi alors qu'une telle décision recueille désormais une probabilité de 45% contre 20% mardi. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,21%, le FTSEurofirst 300 de 0,17% et le Stoxx 600 de 0,31%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture stable pour le Dow Jones, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge marquée par la remontée des rendements obligataires américains à dix ans, à un pic de 16 ans. A l'issue de deux jours de réunion les décisions que pourraient prendre la Fed ne suscitent guère d'interrogations à court terme. Les traders tablent avec une probabilité de 100% sur une pause ce mercredi dans la remontée des taux des "fed funds", actuellement à 5,25%-5,50%, et avec une probabilité de 74% sur un nouveau statu quo lors de la réunion de novembre. Les incertitudes concernent le calendrier d'une éventuelle baisse des taux et les projections économiques des responsables de la Fed alors que le marché veut croire

au scénario d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine au regard des récentes données publiées. En Bourse, le compartiment de l'énergie (-1,06%), seule baisse sectorielle du Stoxx 600, freine la progression des indices, le pétrole Brent revenant d'un sommet de dix mois après s'être rapproché du seuil des 100 dollars le baril dans la crainte d'un déficit de l'offre en fin d'année. Dans les valeurs individuelles, LVMH recule de 0,73%, Jefferies ayant abaissé sa recommandation sur le groupe de luxe à "conserver". Kering et Moncler refluent respectivement de 1,08% et de 1,14%, les deux valeurs ayant également été dégradées par Jefferies en raison des doutes sur l'évolution de la croissance chinoise. Société générale (+0,90%), qui a enregistré un "lundi noir" puis une baisse mardi, peine à se remettre de la présentation de son plan stratégique 2026. Commerzbank, qui a dit s'attendre à dégager des revenus nets d'intérêts de 8 milliards d'euros cette année, avance de 1,2%.

Les Bourses chinoises étaient en baisse mercredi dans les premiers échanges, dans le sillage de Wall Street et dans l'attente de la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale prévue dans la journée. A Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,32% à 17.939,25 points. A Shanghai, l'indice composite reculait de 0,20% à 3118,67 points, tandis que la place de Shenzhen était également dans le rouge, perdant 0,18% à 1901,15 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 20 Septembre 2023				
Valeur : 22 Septembre 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
T	USD	US DOLLAR 	136.9468	136.9618
	EUR	EURO 	146.3824	146.4396
	GBP	POUND STERLING 	169.2373	169.2767
	JPY	JAPANESE YEN 	92.4442	92.4730
	CNY	CHINESE YUAN 	18.7614	18.7639
	CHF	SWISS FRANC 	152.5360	152.6207
	CAD	CANADIAN DOLLAR 	101.7965	101.8379
	DKK	DANISH KRONE 	19.6413	19.6448
	SEK	SWEDISH KRONA 	12.2990	12.3034
	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.7189	12.7247
	AED	UAE DIRHAM 	37.2847	37.2908
	SAR	SAUDI RIYAL 	36.5065	36.5124
	KWD	KUWAITI DINAR 	443.4806	443.6728
	TND	TUNISIAN DINAR 	43.2712	43.7060
	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.3504	13.3518
	LYD	LIBYAN DINAR 	28.0767	28.2203
	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.6020	3.6024
	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.7764	180.7764

La Bourse de Tokyo en repli avant la Fed

La Bourse de Tokyo était en léger repli mercredi en matinée sur fond de prudence des investisseurs avant des annonces de politique monétaire aux Etats-Unis et au Japon. L'indice vedette Nikkei perdait 0,2% à 33.177,51 points vers 00h40 GMT, tandis que l'indice élargi Topix lâchait 0,27% à 2423,64 points. Les acteurs du marché tablaient sur un statu quo monétaire à l'issue mercredi de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), mais surveillaient les projections des membres de l'institution en matière de croissance économique et

de trajectoire monétaire. Après la réunion de la Fed, «la probabilité d'une hausse des taux d'ici la fin de l'année devrait augmenter et les attentes de baisses de taux l'année prochaine devraient diminuer», a commenté Mitsushige Akino de Ichiyoshi Asset Management, cité par l'agence Bloomberg. Les économistes attendaient également un statu quo du côté de la Banque du Japon (BoJ), dont les annonces sont prévues vendredi, même si son gouverneur a envoyé des messages contradictoires ces derniers mois.

Le dollar reculait très légèrement face au yen, à raison d'un dollar pour 147,80 yens vers 00h40 GMT contre 147,86 yens mardi à 21h00 GMT. Le cours euro/yen était quasi stable, un euro valant 157,89 yens contre 157,90 yens la veille, et le cours euro/dollar était presque inchangé lui aussi, à un euro pour 1,0683 dollar, contre 1,0679 dollar mardi. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,32% à 91,49 dollars vers 00h30 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,06% à 94,40 dollars.

SUISSE

Le ministère de l'Économie relève sa prévision de croissance pour 2023

Le ministère suisse de l'Économie relève mercredi sa prévision de croissance pour 2023 mais se montre plus prudent pour 2024, tablant sur une faible dynamique de l'économie helvétique sans toutefois envisager une «récession grave».

Le groupe d'experts de la Confédération, chargé de réaliser les prévisions conjoncturelles pour le ministère de l'Économie, a revu à la hausse son estimation pour le produit intérieur brut (PIB) en 2023, tablant désormais sur une croissance de l'ordre de 1,3% (hors événements sportifs), contre 1,1% lors de sa précédente évaluation mi-juin. Même si l'économie suisse a stagné au deuxième trimestre, ils justifient cette révision à la hausse par la croissance plus forte qu'initialement estimée enregistrée par la Suisse durant le premier trimestre. Les experts de la Confédération s'attendent toutefois à «une faible dynamique de l'économie suisse au second semestre», alors que la demande mondiale, «inférieure à la moyenne» et l'appréciation du franc suisse «freineront les exportations de marchandises», indiquent-ils dans un communiqué. La hausse des taux d'intérêt va également freiner les investissements, selon eux. Ils estiment toutefois que la consommation privée devrait «venir en soutien». Les experts de la Confédération ont également abaissé leur prévision de

croissance pour 2024, à 1,2% (contre 1,5% précédemment). Selon leurs projections, la consommation devrait perdre de sa vigueur, car le ralentissement conjoncturel devrait se faire sentir sur le marché du travail. De plus, l'inflation devrait être plus élevée qu'initialement prévu en 2024. Ils ont abaissé leur prévision d'inflation pour 2023 à 2,2% (contre 2,3% lors de leur précédente estimation en juin), mais l'ont relevé à 1,9% pour 2024 (contre 1,5% auparavant). Depuis le mois de juin, l'inflation en Suisse a renoué avec l'objectif de la banque centrale en repassant sous la barre des 2%. En août, elle a ralenti à 1,6%. Mais de nombreux économistes n'excluent pas qu'elle reparte à la hausse en automne, notamment en raison de l'augmentation d'une partie des loyers.

Pas de récession grave
Selon les experts de la Confédération, la Suisse va donc connaître deux années de croissance «nettement inférieure à la moyenne» en 2023 et 2024, «sans pour autant entrer en récession grave». Ils assortissent toutefois leurs prévi-

sions de précaution, rappelant que leurs estimations s'appuient sur l'hypothèse que le pays alpin ne sera pas confronté à une pénurie d'énergie durant l'hiver. Mais ce risque «subsiste malgré la détente actuelle», préviennent-ils. De surcroît, le commerce extérieur dépend entre autres de l'Allemagne et de la Chine, qui comptent avec les États-Unis parmi les plus gros débouchés de la Suisse. Or, «l'industrie allemande pourrait connaître un ralentissement plus marqué», ce qui pourrait «peser davantage qu'attendu» sur les entreprises exportatrices suisses qui en dépendent. L'économie chinoise pourrait aussi «ralentir plus fortement que prévu» au regard notamment de Chine : le promoteur très endetté Evergrande subit une perte nette de 100 milliards d'euros sur deux ans. Parmi les risques qui pourraient affecter leurs prévisions, ces experts citent également l'inflation qui, si elle persistait à l'échelle internationale, entraînerait une politique monétaire restrictive, qui «continuerait de freiner la demande mondiale».

ROYAUME-UNI

Repli surprise de l'inflation en août à 6,7%

L'inflation a très légèrement reculé en août au Royaume-Uni, à 6,7% sur un an, au plus bas depuis février 2022, surprenant les économistes qui prévoyaient une hausse dans la foulée d'une reprise des prix du carburant. En juillet, l'inflation atteignait 6,8%, rappelle l'Office national des statistiques (ONS) dans son rapport mensuel mercredi. Elle précise que les prix alimentaires sont ceux qui ont le plus contribué au repli d'août, avec ceux des services, tempérés par un rebond des prix du carburant, précise l'ONS. Le chancelier de l'Échiquier Jeremy Hunt s'est félicité d'un plan de lutte contre l'inflation «qui fonctionne» tout en reconnaissant que ce taux reste «très élevé».

L'inflation britannique reste la plus élevée des pays riches du G7
Le marché avait anticipé un taux à 7,1% pour août dans la foulée d'une reprise des prix du carburant, et la livre sterling réagissait par conséquent à la baisse: elle cédait -0,26% à 1,2361 dollar vers 06H50 GMT. Une inflation plus basse va dans le sens d'un moindre resserrement monétaire par la Banque d'Angleterre (BoE), qui annoncera une nouvelle décision sur ses taux jeudi. Le repli inattendu de l'inflation «ne sera sans doute pas suffisant pour empêcher la Banque d'Angleterre d'augmenter ses taux d'intérêt de 5,25% à 5,5%» jeudi mais «renforce notre prévision que ce sera la dernière» hausse du cycle actuel de

resserrement monétaire, estime Paul Dales, de Capital Economics. Un avis partagé par Samuel Tombs de Pantheon Macro. Il s'attend à ce que l'inflation reparte à la hausse pour le mois de septembre, mais à ce qu'elle s'atténue ensuite sur les derniers mois de l'année pour finir à 5%. Le tour de vis de la BoE a contribué à une envolée des coûts d'emprunt, notamment immobiliers, qui met sous pression les finances des ménages, déjà éprouvées par la flambée des prix. Facteur qui compense cette crise du pouvoir d'achat, mais qui va dans le sens d'un tour de vis monétaire plus fort: les salaires hors bonus progressent en moyenne à un rythme très rapide - 7,8% pour la période de mai à juillet - notamment dans la foulée de mouvements de

grèves qui touchent une très grande partie des secteurs de l'économie depuis plus d'un an. Plusieurs signaux négatifs se sont toutefois accumulés à l'horizon économique britannique : le taux de chômage est monté à 4,3% pour les trois mois terminés fin juillet, reflétant une activité économique qui s'essouffle dans le pays. Quant au produit intérieur brut (PIB), il s'est contracté de 0,5% en juillet, plus qu'attendu, pâtissant de grèves dans la santé et l'enseignement et d'un temps pluvieux qui a découragé les achats dans les magasins. Certains économistes arguent qu'il s'agit du début de la récession attendue depuis des mois mais qui ne s'est pour l'instant pas matérialisée.

La privatisation de TAP Air Portugal est actée

Le gouvernement portugais va approuver la semaine prochaine le décret de privatisation de TAP Air Portugal, la compagnie aérienne renationalisée en 2020 pendant la pandémie de Covid-19. Au deuxième trimestre de cette année, la compagnie a enregistré un bénéfice de 80,3 millions d'euros, contre une perte de 80,4 millions sur la même période de l'année dernière. TAP Air Portugal va retrouver son statut de compagnie privée. « Nous allons approuver la semaine prochaine le décret qui définit les modalités de la privatisation de TAP », a déclaré le Premier ministre socialiste Antonio Costa. « Nous allons privatiser une partie ou la totalité du capital en fonction des intérêts de la compagnie, du Portugal et des Portugais ». Le groupe aérien portugais, dont les difficultés s'étaient accrues avec la pandémie de Covid-19, avait été totalement renationalisé dans l'urgence en 2020, en échange de l'application d'un plan de sauvetage chiffré à 3,2 milliards d'euros. « Nous avons toujours dit que l'intervention de l'Etat n'avait pas pour but de garder pour toujours 100% du capital, mais plutôt de répondre à une situation de crise », a précisé le Premier ministre. Les modalités de l'opération devraient être connues lors du conseil des ministres du 28 septembre. TAP avait renoué avec les bénéfices dès 2022, soit deux ans avant l'objectif fixé dans son plan de restructuration imposé par Bruxelles, en dégagant un bénéfice net pour la première fois depuis 2017, à plus de 65 millions d'euros. Au deuxième trimestre de cette année, la compagnie a enregistré un bénéfice de 80,3 millions d'euros, contre une perte de 80,4 millions sur la même période de l'année dernière. « Le plan de restructuration est un succès », s'est félicité le chef de l'exécutif rappelant que TAP avait transporté « quelque 7,6 millions de passagers au premier semestre, soit près de 96% du niveau atteint avant la pandémie ».

« Encore un long chemin à parcourir »
« Les résultats semestriels de 2023 supérieurs aux objectifs du plan de restructuration, prouvent la viabilité financière du groupe », s'est félicité Luis Rodrigues, directeur général du groupe aérien. « Cependant, il reste encore un long chemin à parcourir », a rappelé le responsable portugais qui a pris les rênes de la compagnie en avril, avec pour mission de poursuivre la mise en œuvre du plan de restructuration et la privatisation partielle souhaitée par le gouvernement. Luis Rodrigues avait pris la succession de la Française Christine Ourmières-Widener, débarquée par l'Etat portugais en raison de la polémique provoquée par le versement d'une indemnité de départ de 500.000 euros à une ancienne dirigeante, Alexandra Reis, qui avait ensuite été nommée secrétaire d'Etat au Trésor. La privatisation du transporteur portugais a déjà suscité l'intérêt de plusieurs groupes aériens parmi lesquels Air France-KLM, IAG (maison mère de British Airways et Iberia notamment) ou encore Lufthansa.

Les voitures plug-in hybrides neuves les plus vendues en France en 2023

Quels modèles neufs de voiture hybride rechargeable se vendent le plus en France ? Retrouvez en images et chiffres le top des véhicules particuliers plug-in hybrides écoulés sur le marché en 2023.

En août 2023, les véhicules électriques et hybrides rechargeables ont atteint 22,5 % de parts de marché, portant à près de 15,2 % la part des modèles électrifiés rechargeables depuis le début de l'année.

Au total, 30 482 véhicules ont été mis sur la route en août dernier. Sur les huit premiers mois de l'année, 293 433 voitures électriques et hybrides rechargeables ont été mis en circulation, soit un progrès de 44,1 % sur l'année passée.

« Au sortir des congés estivaux, le marché automobile français confirme son renouveau, sans toutefois atteindre le niveau de 2019 : 1 374 599 véhicules particuliers et utilitaires (toutes énergies confondues) ont tout de même été immatriculés au 31 août 2023, soit une hausse de 14,8 % par rapport aux huit premiers mois de l'année 2022 », analyse Clément Molizon, Délégué Général de l'Avere-France.

« L'évolution des véhicules électrifiés rechargeables (électriques et hybrides rechargeables) est elle nettement plus forte avec une progression de 44,1 % sur la période et même de plus de 52 % pour les seuls véhicules 100 % électriques (particuliers et utilitaires). »

« Cette progression se traduit dans la part de marché des véhicules particuliers électriques qui représentent 15,2 % des immatriculations depuis le 1er janvier 2023. A noter que le segment des véhicules utilitaires légers a, lui aussi, en parallèle, enregistré une solide poussée : les immatriculations sont en hausse de + 126,5 % et ils représentent, de janvier à août 2023, 7,3 % du marché. »

Au cumul des données mensuelles fournies par l'Avere-France, l'Auto-Journal a compilé ci-dessous les chiffres à l'année pour les meilleures vendeuses hybrides rechargeables en France (dernière mise à jour : septembre 2023).

TROIS ANS APRÈS

Une nouvelle Volkswagen ID.3 débarque

Elle n'est ni une nouvelle génération ni un restylage. Malgré le peu de changements, Volkswagen pourrait préférer parler de nouveau départ. Sa nouvelle berline compacte électrique est-elle à la hauteur ? Il est venu l'heure de la tester et de se faire un avis sur la nouvelle ID3.

Dans dix ans, Volkswagen ne produira plus de moteurs thermiques. Pour cela, mieux vaut-il encore compter sur une gamme électrique solide et partir du bon pied. Quand on fait face à un faux départ, mieux vaut-il réagir vite aussi. C'est en d'autres termes que ce la marque a décidé de faire en lançant un premier restylage de son ID.3 lancée fin 2019. En pleine phase de lancement d'une toute nouvelle gamme électrique, Volkswagen est revenu sur sa berline compacte pour corriger les derniers signes de précipitations d'une période d'apparence lointaine : celle du dieselgate.

Précipitations, économies, manque de compétence... les défauts de l'ID3 s'expliquent par de nombreuses raisons et le marché n'aide pas : en 2021 déjà, il fallait déjà faire face à une forte concurrence, constituée bien sûr de la Tesla Model 3, mais aussi de l'arrivée des Fiat 500 électrique et Dacia Spring pour les plus petits budgets. Si bien que les ventes de Volkswagen ID3 se sont effondrées de moitié, en 2022, lorsque la pénurie des composants venait ajouter son grain de sel.

De la 10e à la 23e place des ventes entre 2021 et 2022 sur le sol français, il était temps de réagir. C'est là toute l'idée de la nouvelle ID3, qui trouve surtout son



intérêt dans le soin apporté à l'habitacle, de la face avant et de la nouvelle batterie 77 kWh capable de recharger jusqu'à 170 kW. ID Buzz, ID5... la nouvelle ID3 s'inspire et reprend un peu plus sa place dans la gamme, qu'elle défendait jusqu'à présent par ses agréments de conduite, son confort et son espace à bord. Restera à voir si l'offre reste compétitive face à une Tesla Model 3.

Avantages de la nouvelle Volkswagen ID3

La nouvelle ID3 porte l'essentiel de ses changements dans son habitacle. Il était difficile de le juger sur les photos, mais le résultat est bien visible une fois à bord de la voiture électrique. Principalement au niveau des habillages de porte, Volkswagen

a soigné les sièges avant comme la plage arrière. Les plastiques visibles et de mauvaise qualité de la première génération sont en grande partie remplacés et on se rapproche davantage de la qualité Volkswagen que l'on attendrait et que l'on retrouverait à bord d'un modèle thermique ou hybride.

L'aspect minimaliste de la première ID3 est toujours présent, avec ce petit module placé derrière le volant pour afficher la vitesse (pas de compteurs, et le strict minimum comme informations), mais il continue pour le coup à faire le charme et l'intérêt de clients. Pour éviter de frustrer les autres, Volkswagen a intégré dans sa nouvelle ID3 2023 un nouvel écran tactile, élargi à 12 pouces. De par sa

taille et son inclinaison, celui-ci est un peu moins orienté exclusivement vers le conducteur et fera davantage office d'écran de divertissement.

Difficile encore une fois de le remarquer sans les comparer face à face, mais les deux Volkswagen ID3 sont bien différentes sur leur face avant. Le capot ne dispose plus de ce coloris bi-ton, avec une partie noire aux abords du pare-brise. On reprend un style plus classique, avec deux petites nervures sur les deux côtés près des feux. Le reste des changements se trouvent au niveau du bouclier, là encore plus conventionnel, quoique plus agressif et aérodynamique. Un détail très légèrement récupéré dans la signature lumineuse retravaillée à l'arrière.

TEST DU JEEP AVENGER

Que vaut (vraiment) la voiture de l'année 2023 ?

Le lauréat du prix « Car of the year 2023 » passe sur le grill. Vainqueur pour la première fois du trophée, Jeep présente avec l'Avenger à la fois le plus petit de ses véhicules, mais aussi celui qui semble le plus taillé pour la ville.

Depuis janvier, la première Jeep électrique jouit d'un engouement inattendu pour un constructeur assez discret sur le territoire français (environ 6 000 immatriculations en 2022). La raison ? À la surprise générale, l'Avenger a remporté le prestigieux prix « Car of the year 2023 ». Si ce choix a étonné plus d'un observateur à l'époque, ce n'est pas tant en raison de l'origine américaine du lauréat, c'est davantage par rapport aux arguments offerts par le petit SUV de Jeep, notamment face à la concurrence. L'Avenger a été développé sur une plateforme assez ancienne (nous y revien-

drons) et limitée sur certains aspects. S'il a réussi à faire oublier ce défaut, le dernier-né des Jeep le doit sans doute à son design avantageux, mais pas uniquement. Quelle est la recette du succès du Jeep Avenger ? Celui-ci est-il mérité ?

Bien née, vite récompensée

Aussi séduisant soit-il en matière de design, l'Avenger est une Jeep avant tout. Cela implique certaines obligations esthétiques telles que la calandre à sept barres, les passages de roues trapézoïdaux ou encore les nombreuses protections autour des optiques et sur les flancs pour souligner le côté aventurier de la bête. Mais aussi baroudeur qu'il pense l'être, l'Avenger a surtout été conçu pour la ville. Ainsi, avec ses 4,08 m de long et ses 10,5 mètres de rayon de braquage, le SUV Compact est également le plus petit véhicule du catalogue

de constructeur.

Cette relative compacité n'est pas pour déplaire et c'est assurément le premier argument de cette Jeep dont l'objectif est d'aller chercher des clients auprès des habitués de Mini, un autre constructeur qui mise beaucoup sur le style. C'est donc tout sauf un hasard, si Jeep permet de personnaliser un nombre incalculable d'éléments de son véhicule. Ainsi, le configurateur en ligne proposerait pas moins de 150 versions différentes de l'Avenger selon les couleurs et les matériaux des diverses finitions. Enfin, comme à leur habitude, les designers de la marque ont dissimulé un peu partout sur la voiture quelques « easter eggs ». Il y en a sept au total, dont certains très bien cachés. Ils servent autant à égayer le design de l'Avenger qu'à l'ancrer dans une tradition automobile née avec la Willys.

ROBOROCK Q8 MAX +

Futura a testé le robot aspirateur qui fait le max et bien plus encore

Un robot aspirateur autonome, efficace, puissant, malin, qui lave également le sol et qui vous laisse tranquille pendant près de deux mois, c'est ce que propose le Q8 Max + de Roborock. Futura l'a testé.

S'il existe une marque de robots aspirateurs au très bon rapport performances/prix, c'est incontestablement Roborock. La marque chinoise est même parvenue à démocratiser ces appareils qui faisaient partie auparavant de la chasse gardée des constructeurs américains avec des modèles plutôt onéreux. C'est toujours avec cet esprit que Roborock refait ses gammes avec sa nouvelle série d'aspirateurs robots. Celui que nous avons testé est le tout nouveau Q8 Max en version « plus » (+). Ici encore, pour un prix contenu, on obtient l'équipement et les performances que l'on trouve habituellement dans la gamme supérieure. Alors qu'il est vendu 699 euros, le Q8 Max + bénéficie d'une énorme ristourne qui le fait passer à 479 euros ! Avec ce tarif, il porte décidément bien son extension : il fait le maximum et va même bien plus loin.



Contrairement à son homologue le Q8 Max (499 euros avec une réduction à 389 euros en ce moment) qui dispose des mêmes fonctions, cette version « plus » est livrée avec une station d'accueil particulière. Lorsque l'on déballé l'appareil, il faut d'abord assembler la base de cette station au bac qui permet d'aspirer le contenu du robot après nettoyage. Pour cela, Roborock fournit une clé Allen dotée d'un embout cruciforme est enfiché sous la base.

Initialisation rapide Dans un premier temps, et pour bénéficier de l'ensemble des réglages, il est nécessaire de télécharger l'application Roborock à partir de la boutique d'applis du mobile (iOS, Android). Ensuite, il faut créer un compte via une adresse e-mail. Un code est envoyé pour valider ce compte. Vient le moment du jumelage avec le réseau Wi-Fi domestique et le mobile. Pour cette opération, il suffit de maintenir les deux boutons de fonction

de l'aspirateur en continu puis, à partir de l'appli, de sélectionner le réseau et de saisir son code. À l'issue de cette manipulation, vous pouvez démarrer le robot pour qu'il réalise sa première opération de cartographie des lieux. Là encore, c'est via l'application que les réglages sont effectués. C'est ici que vous pouvez déterminer s'il ne s'agit que d'une seule surface de plain-pied ou bien de plusieurs niveaux. Le robot va alors évoluer en tâtonnant et en errant un peu partout pour créer cette carte qu'il est possible d'afficher en 3D. Cette carte permet également de prendre connaissance de la surface à nettoyer et du temps que cela peut prendre. Durant cette manœuvre, le robot va aussi poser des plots aux endroits où il a identifié des difficultés. C'est notamment le cas en haut des escaliers, par exemple.

RAYON GLAÇANT

Des scientifiques transforment le feu en glace avec le plasma !

Des chercheurs ont découvert une propriété curieuse du plasma, constitué de particules ionisées surchauffées, qui permet de refroidir une surface. Ils espèrent créer un « rayon glaçant » capable de refroidir les composants électroniques dans l'espace et en haute altitude.

Les rayons glaçants sont jusqu'à présent restés de l'ordre de la science-fiction, et principalement réservés aux armes des méchants, comme Mr. Freeze dans Batman, ou Captain Cold dans The Flash. Pourtant, un groupe de scientifiques, mené par le professeur Patrick Hopkins de l'université de Virginie aux États-Unis, travaille actuellement sur une version bien réelle.

Dans deux articles publiés dans les revues Nature Communications et ACS Nano, les chercheurs détaillent comment ils sont parvenus à utiliser du plasma pour créer du froid. L'idée est particulièrement contre-intuitive puisque le plasma, qui correspond au quatrième état de la matière, est constitué de particules ionisées à des températures extrêmement élevées.

Refroidir avec un plasma chaud Les chercheurs sont parvenus à mesurer la température de manière extrêmement précise lorsqu'un jet de plasma d'hélium frappe une surface plaquée or. Ils ont découvert



qu'avant de chauffer, la surface est brièvement refroidie. Ils ont déterminé que cet effet est produit par l'évaporation d'une couche ultrafine de molécules de carbone et d'eau.

Pour l'instant, ils ont réussi à réduire la température de la surface de plusieurs degrés pendant quelques microsecondes, mais ce n'est que le début. Les chercheurs ont reçu un financement de l'US Air Force à hauteur

de 750 000 dollars sur trois ans afin de créer un prototype. Cette technologie pourrait notamment être utilisée dans les engins spatiaux et les avions volant à haute altitude pour refroidir les composants électroniques, lorsque la densité de l'air est trop faible pour évacuer la chaleur. Les chercheurs ont prévu de tester d'autres gaz que l'hélium, ainsi que l'interaction du plasma avec d'autres matériaux.

La première montre connectée qui surveille votre température 24 h sur 24

Withings sortira cet automne sa nouvelle génération des ScanWatch. La plus optimisée, la ScanWatch 2, va pouvoir enregistrer en permanence la température corporelle, en plus du suivi du sommeil, de la santé cardiovasculaire et toute autre activité physique. Elle intègre désormais aussi trois nouveaux paramètres : la fréquence respiratoire, les variations de la fréquence cardiaque durant le sommeil et le suivi du cycle menstruel. Elles disposent toutes deux d'une autonomie de 30 jours. Présentées au salon de l'IFA, elles seront disponibles en octobre.

Cet automne va sortir la première montre connectée capable de suivre 24h/24 l'évolution de la température corporelle de celui ou de celle qui la porte. Loin d'être un gadget, cette nouveauté peut aider de nombreuses personnes malades, mais aussi des sportifs ou encore certains professionnels.

Le fabricant français Withings, véritable référence en matière de santé connectée, vient de présenter sa nouvelle gamme de montres ScanWatch, capable de mesurer votre température 24h/24 et 7j/7, une grande première. Jusque-là, cette fonctionnalité était assez limitée. La référence en matière de montre connectée, l'Apple Watch, ne propose par exemple de la mesurer que la nuit, dans le cadre du « suivi du sommeil ». Or, avoir un accès permanent à sa température depuis sa montre connectée peut être une aide précieuse pour de nombreuses personnes. Gardée au poignet, cette montre va pouvoir mesurer en continu, grâce à ses capteurs, la température corporelle, jour et nuit, ainsi que la variation de la fréquence cardiaque, la fréquence respiratoire et les cycles de sommeil. Les femmes peuvent, quant à elles, renseigner et suivre leurs cycles menstruels directement sur leur montre connectée.

Mots fléchés

Transporté Pas très accueillante	Sort de la peau N'inspire pas la sympathie	Idées noires Franchir des portes	Difficile de s'en défaire c.-à-d.	Tierce personne Fait l'angle	Filtre à sang Pas prévus	Prend la place	
Riches anglais Perle égyptienne					Conjonction Très ressemblant	A sa place dans l'orchestre	
				Sans finesse			
Souci Fonte		Matinal				Rencontre par annonce Personne ou quelqu'un	
				Mange bien, boit bien Bouillonne			
A lui Référence en la matière		Corde à nœud	Haut de gamme		Campagne de Prusse Répétition		Reconstitue le stock
			Pas catholique Complexe de supériorité			Dans le genre Ne fait rien	
Donne du souci Catalyseurs					Gouvernait Venise Relatif		
			Fournissent le vin et le charbon	Bue avec du sel Vient de Grèce			
Vendis de la camelote	Fringué Mijoter				Joueurs de roulette Moins c'est rien		
						Son foyer est très loin	Quadrillent la ville
Traduction de la Bible	Rare dans l'air	Se rend Sans-grade américain				Belle coupe Peuple d'Europe	
					Fait payer les riches Sorties		Vieille ville
Chef arabe Sans fioriture			Fromage corse Grande réunion			Sert à lier Pour emballer	
		Du gallium Trop loin		On y mange simplement Portent le grain			Petit plat
Apportées au détenu Révolution					Département Sacré quand on jure		Se passe à pied
		Envoie au paradis 576 mètres	Perdu au lit Appel				
Elle vit dans les montagnes	Tapent dans la caisse					Reçoit de l'alcool	
					Epoques des chaleurs		

Une récolte de plus de 850.000 quintaux de dattes attendue cette saison

Une récolte de pas moins de 852.836 quintaux (QX) de dattes est attendue au titre de cette saison agricole dans la wilaya de Ouargla, qui a enregistré une hausse par rapport à la saison écoulée, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Les prévisions de la DSA font état de la récolte de plus de 370.000 QX de la variété Deglet Nour, et de plus de 385.000 de Degla-Beida, de 97.836 QX de la variété "Ghars", le reste constitué de diverses variétés de dattes, a détaillé la cheffe de service de la production et d'appui technique à la DSA, Fatiha Boubekri.



SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE DE CHINE A SHANGHAI

Plus de 2.800 entreprises participent

La 23e édition du Salon international de l'industrie de Chine (China International Industry Fair, CIIF) a ouvert ses portes mardi à Shanghai, attirant plus de 2.800 entreprises venues de 30 pays et régions. Cet événement de cinq jours couvre une surface d'exposition totale de 300.000 mètres carrés, avec des exposants présentant près de 1.000 nouveaux produits et technologies, d'après les organisateurs. Le nombre d'exposants et l'espace d'exposition ont atteint de nouveaux records. Le CIIF dispose de neuf zones d'exposition professionnelles, portant notamment sur les énergies nouvelles et les véhicules connectés intelligents, les technologies et équipements énergétiques, ainsi que l'automatisation industrielle.

BILAN HEBDOMADAIRE DU MDN

Saisie de plus de 9 quintaux de kif en provenance du Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de neuf (9) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 13 au 19 septembre 2023, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multi-forme, des unités et des détachements

de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 13 avril au 9 septembre 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP "ont arrêté 6 éléments de soutien aux groupes terroristes lors de deux opérations distinctes à travers le territoire national, tandis que 5 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites lors d'une opération de recherche et de fouille à

Tlemcen". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 60 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 9 quintaux et 70 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 118596 comprimés psychotropes ont été saisis", ajoute le communiqué.

R.N.

Le pétrole s'essouffle et finit en baisse, la demande interroge

Les cours du pétrole ont fini en légère baisse mardi après avoir bondi plus tôt en séance, une inflexion similaire à celle de lundi, témoignant d'un marché qui craint un ralentissement de la demande. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre s'est effrité de 0,09%, pour clôturer à 94,34 dollars.

Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en octobre, il a lui cédé 0,30%, à 91,20 dollars. Les deux variétés de référence avaient démarré la séance en trombe, le Brent prenant jusqu'à 1,62% et le WTI, 2,47%. Ce coup d'accélérateur initial était dû, notamment, à l'approche de l'expiration, mercredi, du contrat à terme d'octobre sur le WTI, qui accentue la

volatilité des cours, a expliqué Andy Lipow, de Lipow Oil Associates. Le dénouement de ces contrats est, qui plus est, compliqué par le fait "que les stocks sont bas à Cushing", on se trouve le principal terminal pour prendre livraison du WTI, situé en Oklahoma, a rappelé l'analyste. Le niveau des réserves y est ainsi tombé, la semaine dernière, au plus bas depuis début décembre.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Crises et enjeux géopolitiques en Afrique

Les enjeux géopolitiques et économiques en Afrique font l'actualité. Ce continent longtemps ignoré sur la scène internationale, et même par lui-même. Tout se passe comme si l'Afrique était un objet désincarné, un trésor à cacher, un faire-valoir pour attaquer l'autre, le concurrent, un terrain pour mesurer la misère par les institutions internationales ou multilatérales, mais jamais comme un territoire avec des habitants, une histoire, une population nombreuse et en croissance...

Les Etats formés au lendemain des indépendances et surtout les systèmes de pouvoir à leurs têtes sont souvent des appendices de centres de décision qui se trouvent ailleurs, en Europe et principalement en France et en Grande Bretagne, avec toutefois de grandes différences sur la manière de maintenir un néocolonialisme entre Paris et Londres. Si la finalité est la même : maintenir un contrôle sur les ressources naturelles, les démarches sont plutôt différentes. Les anglais accordent plus d'autonomie à leurs anciennes colonies dans le cadre du Commonwealth, alors que les français maintiennent une supervision directe à travers des instruments très puissants comme la mise en place d'un cadre politico-institutionnel, le contrôle de la monnaie ou les multiples accords qui leur donnent des droits exorbitants. L'irruption du Sahel sur la scène internationale a été provoquée par les actions terroristes dans cette zone. Ni les pouvoirs en place, ni la force française stationnée dans certains pays n'ont pu contenir la déferlante terroriste. On a découvert la faiblesse des forces armées locales, réduites à un contrôle de police et à la protection des dirigeants installés dans des conditions

douteuses et prêts à tous les compromis et toutes les compromissions. Aujourd'hui, les africains, et particulièrement les sahéliens, découvrent qu'ils manquent de tout et même leur sécurité n'est plus assurée. Ils découvrent aussi qu'ils sont assis sur des réserves colossales de matières premières des plus nobles et des plus indispensables pour la nouvelle économie post-industrielle (l'Uranium, les terres rares, et d'autres minéraux de premier ordre). L'Afrique devient un véritable enjeu minier (pour reprendre l'expression de l'éminent économiste, feu F. Yachir qui a publié un livre en 1982 sur justement « les enjeux miniers en Afrique). "Le pillage de l'Afrique", titre El Independiente, (un site d'information espagnole) qui estime que l'irruption de l'Afrique dans une actualité internationale brûlante est aussi un indice de l'importance des matières premières de ce continent. L'instabilité institutionnelle qui essaime au Sahel et les guerres qui déchirent le continent sont autant de batailles d'influence pour un contrôle direct des ressources. Ilsou-ligne que "le grand paradoxe de l'Afrique", continent qui regorge de richesses mais dont la population connaît, dans beaucoup trop de pays, une pauvreté chronique. Il y a de l'uranium au Niger, du pétrole en Libye, du gaz naturel en Algérie, de l'or et du fer en Mauritanie, du coltan en République du Congo... La plupart de ces minerais sont exploités par des sociétés étrangères, qui en retirent plus de 80 % des bénéfices. Pour El Independiente, le modèle économique et social imposé à l'Afrique depuis la décolonisation, et qui perdure encore, ne fait que contribuer à l'instabilité chronique de certains Etats » Les coups d'Etat en série qui touchent l'Afrique de

l'Ouest depuis 2020 traduisent l'épuisement de l'architecture politico institutionnelle des pays issus de la décolonisation française. Der Spiegel (journal allemand), fait le commentaire suivant sur le dernier coup d'Etat au Gabon : « Ce pays riche en matières premières incarne mieux que tout autre la Françafrique : les liens politico-économiques funestes entre la France et ses anciennes colonies africaines. Derrière une façade démocratique, ce tissu de corruption sert avant tout les entreprises françaises. Mais son heure semble bel et bien avoir sonné. Ces derniers temps, Ali Bongo avait pris ses distances avec Paris, et Paris avec lui. Mais l'héritage du père est encore vivace. Bongo père aurait eu un jour cette formule : "L'Afrique sans la France, c'est une voiture sans chauffeur. La France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant." Une formule d'un autre temps. L'époque française sur le continent africain touche en effet à sa fin ». Les africains doivent conduire eux-mêmes leur voiture qui roule avec leur carburant. Mais ces coups de force ouvrent-ils de nouvelles perspectives pour les pays du Sahel et au-delà ? Toute la question est là. Les Européens ne délèguent plus leurs politiques africaines à la France, chacun doit défendre ses intérêts, mais les africains sont-ils prêts à défendre les leurs face à de multiples partenaires qui se présentent à eux : Chine, Allemagne, Russie, Turquie, USA, Inde... L'Algérie a sa place dans cette zone, elle dispose de plusieurs atouts et plusieurs options pour la fructifier : l'occuper seule ou la monnayer avec un partenaire plus puissant. Ne pas exploiter cette opportunité est la plus mauvaise des options.